

Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone

Rapport final

Préparé à l'intention de Ressources naturelles Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 23483-210340/001/CY

Valeur du contrat : 168 430,57 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2020-09-17

Date de livraison: 2020-03-31

Numéro d'enregistrement: ROP 036-20

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à l'adresse : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca

This report is also available in English.



Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone Rapport final

Préparé à l'intention de Ressources naturelles Canada par Environics Research

Janvier 2021

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Ressources naturelles Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à l'adresse : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Services publics et Approvisionnement Canada, 2020.

Nº de catalogue : M4-190/1-2021F-PDF

ISBN 978-0-660-38344-6

This publication is also available in English under the title Natural Resources in a Low-carbon Economy.

Table des matières

Rés	ume	é du rapport	. i
	A.	Contexte et objectifs	i
	B.	Méthodologie	i
	C.	Valeur du contrat	. ii
	D.	Principales constatations	. ii
	E.	Énoncé de neutralité politique et coordonnées	vi
Àρ	ropo	os de ce rapport	. 1
ı.	Cor	nstatations détaillées – phase qualitative	2
	A.	Aperçu d'une économie à faibles émissions de carbone et de son impact perçu	.2
	B.	Les industries de ressources naturelles du Canada dans une économie à faibles émissions de carbone	.7
	C.	Besoins en matière de communication ou d'information de la part du gouvernement du Canada	10
II.	Cor	nstatations détaillées – phase quantitative1	L 2
	A.	Impressions générales à l'égard des ressources naturelles	12
	В.	Énergie	15
	C.	Pétrole et gaz naturel	17
	D.	Minéraux et métaux critiques	21
	E.	Forêts	24
	F.	Énergie nucléaire2	27
	G.	Efficacité énergétique	29
	Н.	Changements climatiques	32
Anı	nexe	A: Méthodologie de la phase qualitative3	37
Anı	nexe	B: Méthodologie de la phase quantitative3	} 9
Anı	nexe	e C : Instruments de la recherche qualitative4	13
Anı	nexe	D : Questionnaire du sondage quantitatif4	17

Résumé du rapport

A. Contexte et objectifs

Le Canada est l'un des plus importants producteurs de ressources naturelles au monde, mais aussi l'un des plus grands consommateurs d'énergie par habitant. Ressources naturelles Canada (RNCan) s'est donné les priorités suivantes :

- Science des ressources naturelles et atténuation des risques
- Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles
- Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale

S'appuyant sur ce que nous avons appris les années précédentes, cette nouvelle version du projet de recherche sur l'opinion publique *Les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone* nous permettra de jeter un regard neuf sur la façon dont la population canadienne situe les secteurs traditionnels des ressources naturelles et ce qu'elle connaît des enjeux et perspectives qui attendent ces secteurs tandis qu'ils font la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

RNCan a retenu les services d'Environics Research afin de mener une recherche qualitative et quantitative. Celle-ci a été conçue dans le but de brosser un portrait clair et actualisé de l'opinion des citoyens sur un large éventail d'enjeux concernant les ressources naturelles, y compris les forêts, les ressources minières, l'énergie (et l'efficacité énergétique), les technologies propres, les changements climatiques et les activités scientifiques gouvernementales.

B. Méthodologie

Phase qualitative

Une série de 20 séances de discussion en groupe s'est déroulée du 19 octobre au 4 novembre 2020. Les séances se sont tenues en ligne par vidéoconférence auprès de résidents de Toronto, de Calgary, de Vancouver, de Fredericton, de Kitimat, de Pincher Creek, de Pickering et d'Amherst (en anglais, à raison de deux groupes par ville), mais aussi auprès de résidents de Montréal et de Baie-Comeau (en français, à raison de deux groupes par ville). Les groupes de discussion ont été formés en fonction du revenu du ménage; ainsi, un groupe dans chaque ville était composé de Canadiens dont le revenu du ménage est plus faible, et l'autre, de Canadiens dont le revenu du ménage est plus élevé. Au total, 160 participants ont été recrutés et 125 ont pris part aux séances. Les participants ont reçu un montant de 100 \$. Les séances de discussion ont duré environ 90 minutes.

Dans le présent rapport, les différences régionales sont mises en évidence selon les catégories suivantes :

- Les grandes villes comprennent Vancouver, Calgary, Toronto, Pickering, Montréal et Fredericton.
- Les petites villes ou les communautés rurales comprennent Kitimat, Pincher Creek, Baie-Comeau et Amherst.
- Limites: L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Environics Research a mené, du 17 décembre 2020 au 5 janvier 2021, un sondage en ligne auprès de 3 457 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Des quotas ont été établis selon l'âge, le sexe et la région, et les données définitives ont été pondérées de façon à ce que l'échantillon soit représentatif de la population canadienne en fonction des plus récentes données de recensement disponibles. Les répondants au sondage ont été sélectionnés à partir d'une liste de membres inscrits à un panel en ligne à participation volontaire. Puisqu'un échantillon provenant d'un panel en ligne ne constitue pas un échantillon probabiliste aléatoire, aucune estimation formelle de l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée. Les sondages en ligne peuvent néanmoins être utilisés auprès de la population générale, pour autant qu'ils soient conçus adéquatement et qu'ils fassent appel à un panel bien géré comptant un grand nombre de personnes.

De plus amples renseignements quant à la méthodologie utilisée pour la recherche se trouvent aux annexes A et B du présent rapport.

C. Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 168 430,57 \$ (TVH incluse).

D. Principales constatations

A. Recherche quantitative

- En général, les participants aux séances de discussion connaissaient déjà l'expression « économie à faibles émissions de carbone ». Ceux qui ne la connaissaient pas ont compris le concept lorsque celui-ci leur a été expliqué. L'économie à faibles émissions de carbone était davantage comprise comme une réduction de la dépendance aux combustibles fossiles et une transition vers des sources d'énergie « vertes », « propres » ou « écologiques ». La majorité des participants, surtout ceux des grands centres urbains, à l'exception de Calgary, percevaient ce concept comme une initiative positive et nécessaire pour lutter contre les changements climatiques, tandis que d'autres ont exprimé leur inquiétude quant à ses répercussions sur les emplois et l'économie. Certains ont avancé que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone était déjà en cours.
- Peu de gens avaient entendu le terme « zéro émission nette d'ici 2050 ». Lorsque la stratégie leur a été présentée plus en détail, certains participants étaient d'avis que cet objectif était atteignable, tandis que d'autres ont soulevé des préoccupations quant aux répercussions économiques, aux coûts pour les consommateurs ainsi qu'à la capacité du Canada d'avoir une véritable incidence sur les émissions mondiales de carbone. Plusieurs participants ont dit avoir besoin d'en savoir plus à propos de l'objectif de 2050 pour pouvoir se forger une opinion à ce sujet. Les participants ont aussi souvent mentionné d'autres enjeux environnementaux qui, à leur avis, sont tout aussi importants, sinon plus, que les émissions de carbone.
- La majorité des participants étaient incapables de dire en quoi une économie à faibles émissions de carbone pourrait avoir une incidence sur eux personnellement. La plupart ont dit s'attendre à une hausse du coût de la vie et des frais de déplacement, ce qui selon certains se traduirait par une baisse des voyages. Certaines personnes ont relevé le coût plus élevé des véhicules électriques et des technologies d'énergie renouvelable, comme l'énergie solaire, et ont remis en question l'abordabilité, la fiabilité ou la rentabilité économique de ces technologies. Certains ont indiqué ne pas avoir l'impression que leurs propres gestes ont un impact considérable sur les émissions de carbone.
- La plupart des participants ne pouvaient voir l'incidence qu'aurait une économie à faibles émissions de carbone sur leur lieu de travail, certains laissant entendre que plusieurs secteurs d'activité font déjà tout leur possible pour réduire leurs émissions. Les répercussions étaient le plus souvent associées à l'industrie pétrolière et gazière ou aux secteurs dont les activités dépendent des combustibles fossiles, comme le transport. Certaines personnes ont fait

part de leurs préoccupations quant à l'augmentation des coûts et à l'incidence que cela aurait sur l'économie canadienne.

- Lorsque questionnés au sujet de l'incidence de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone sur l'économie canadienne, les participants étaient partagés : certains étaient d'avis qu'il s'agit d'une occasion de se tailler une place de chef de file mondiale dans le développement d'une économie solide et moderne basée sur le secteur des nouvelles technologies, tandis que d'autres estimaient que cela plongerait le pays en récession. Parmi les préoccupations précises qui ont été soulevées, notons l'augmentation du coût de la vie, la perte d'emplois et la hausse des coûts d'importation et d'exportation; quelques personnes se sont également demandé si plus d'entreprises décideraient de quitter le Canada. Plusieurs participants ont avancé que, comme le coût de la vie constitue déjà une source de préoccupation, les gens n'ont ni l'envie ni la capacité d'augmenter encore davantage leurs dépenses pour se procurer des biens et des services courants.
- Les participants aux séances de discussion ont été invités à indiquer les mesures qu'ils ont prises pour réduire leur empreinte carbone. Plusieurs ont indiqué avoir tenté de façon générale de réduire leur consommation d'énergie en réglant leurs thermostats à des températures plus basses, en installant des ampoules écoénergétiques et en éteignant les lumières. Les propriétaires ont mentionné avoir amélioré l'isolation de leur maison, remplacé les portes et fenêtres ou changé les systèmes de chauffage et de climatisation. Certains se sont dits reconnaissants de pouvoir bénéficier des programmes de subvention et de crédit du gouvernement grâce auxquels il est possible de rendre leur maison plus écoénergétique. Bon nombre de ceux qui ont réalisé des travaux pour améliorer le rendement énergétique de leur maison ont indiqué avoir été motivés d'abord par les économies de coûts.
- Alors que certains participants ont dit avoir réduit leur usage de leur véhicule personnel, d'autres ont indiqué avoir acheté un véhicule plus écoénergétique. Un petit nombre de participants ont affirmé avoir acheté un véhicule hybride ou électrique, tandis que certains ont dit qu'ils envisageraient fortement ce type de véhicule lors de leur prochain achat.
- Certains participants ont dit avoir réduit leurs émissions en recyclant, en achetant des produits moins emballés ou encore fabriqués localement ou au Canada, en réduisant leur consommation de viande et en cultivant des aliments à la maison.
- Lorsqu'appelés à réfléchir aux répercussions d'une économie à faibles émissions de carbone sur les communautés, la majorité des participants ont relevé des changements potentiels sur le plan du transport collectif, commercial et industriel, de même que la possibilité d'électrifier ces parcs de véhicules. Les résidents de communautés rurales étaient en revanche moins convaincus de la possibilité pour leur ville de réduire ses émissions de carbone. Les participants ont discuté de l'amélioration du recyclage, de l'incitation à acheter des produits locaux et de la communication de renseignements spécifiques à la communauté afin d'aider les résidents à réduire leurs émissions. La réglementation et les incitatifs à ce sujet ont également été soulevés. Un certain nombre de participants ont aussi indiqué avoir l'impression que leur communauté et les entreprises locales avaient déjà fait suffisamment d'efforts pour réduire leurs émissions de carbone.
- En ce qui concerne les industries de ressources naturelles, les participants ont éprouvé de la difficulté à associer le pétrole, l'énergie nucléaire et la biomasse forestière avec une économie à faibles émissions de carbone. L'opinion selon laquelle le pétrole a sa place dans une économie à faibles émissions de carbone est entachée par sa forte association avec les émissions; il règne d'ailleurs un certain scepticisme quant à l'idée que le Canada délaissera le pétrole en raison de son importance comme moteur de l'économie. Lorsqu'il a été question du nucléaire, les participants ont trouvé difficile de surmonter leurs inquiétudes en matière de sécurité, même s'ils ont reconnu que cette source d'énergie, puisqu'elle ne génère pas d'émissions de carbone, est la mieux placée pour parvenir à une économie à faibles émissions. Les connaissances à propos de la biomasse forestière étaient limitées, mais une fois celle-ci expliquée, les participants ont eu tendance à se soucier de la façon dont les arbres seraient abattus, ce qui a souvent entraîné des réactions émotives négatives. De la même façon, le concept de captage et de stockage du

carbone était peu connu et mal compris. Par conséquent, les participants ont porté leur attention sur les risques inconnus associés au stockage du carbone sous terre plutôt que sur le potentiel de cette technologie.

- Les participants étaient plus favorables à l'égard de l'hydroélectricité, du gaz naturel et des carburants de remplacement comme le biodiesel, l'éthanol et l'hydrogène et de leur rôle potentiel dans une économie à faibles émissions de carbone. Ils ont néanmoins relevé certains aspects négatifs, faisant notamment état de leurs inquiétudes quant aux conséquences de l'hydroélectricité et de l'extraction du gaz naturel sur l'environnement et à l'appauvrissement des sols engendré par la culture des plantes destinées à la production de biodiesel et d'éthanol.
- Les avis étaient partagés quant au rôle de l'extraction de minéraux dans une économie à faibles émissions de carbone. Bien que les premières impressions aient généralement été négatives, certaines personnes mentionnant les perturbations du milieu, la pollution du sol et des eaux et les menaces qui pèsent sur les communautés autochtones et éloignées, les participants ont eu tendance à devenir plus favorables lorsqu'ils ont pris en considération l'importance des minéraux et des métaux critiques dans les technologies des énergies de remplacement. Certains ont indiqué que l'exploitation minière constitue une bonne source d'emplois et de croissance économique et qu'elle peut contribuer de façon importante à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Les participants ont aussi mentionné des enjeux tels que les perturbations du milieu, la pollution du sol et des eaux et les menaces qui pèsent sur les communautés autochtones et éloignées.
- Selon les participants, le gouvernement du Canada devrait communiquer des messages clairs et positifs pour aider les Canadiens à comprendre les répercussions des changements climatiques et l'importance d'une économie à faibles émissions de carbone et à savoir ce que chaque personne peut faire de plus pour changer les choses.
- Plusieurs ont dit souhaiter obtenir de plus amples renseignements sur les mesures qui ont été prises à ce jour et leurs résultats ainsi que sur les stratégies précises pour l'avenir, certains jugeant nécessaire d'analyser le rendement du capital investi. Les incitatifs financiers sont aussi perçus comme un aspect essentiel pour motiver et appuyer les Canadiens dans cette transition. D'autres messages à l'intention des Canadiens ont été suggérés, notamment pour mettre en évidence les conséquences potentielles de l'inaction et insister sur la nécessité de bâtir un monde meilleur pour les générations futures.
- Certains participants ont profité de cette occasion pour avancer que l'industrie a un rôle crucial à jouer dans la
 réduction des émissions de carbone puisqu'elle en est la principale source et qu'elle risque d'être largement
 touchée par le passage à une économie à faibles émissions de carbone. Certaines personnes ont suggéré que le
 gouvernement fédéral devrait collaborer avec d'autres ordres de gouvernement ainsi qu'avec des représentants du
 secteur afin de trouver des solutions réalisables.
- Quelques participants ont dit souhaiter que l'objectif soit élargi pour englober les conséquences sur l'environnement et mettre l'accent sur la réduction de la consommation de produits, et non seulement de l'énergie, ainsi que sur le recyclage.

B. Recherche quantitative

- Lorsqu'invités à nommer le plus grand défi concernant les ressources naturelles, les Canadiens mentionnent spontanément l'assurance que nos ressources seront suffisantes pour les générations futures (18 %) et la pollution générée par l'exploitation des ressources (17 %), cette dernière mention revenant plus souvent que dans la version de 2018-2019 (en hausse de 9 points). En revanche, le nombre de répondants mentionnant la nécessité d'approuver ou de construire des pipelines est moins élevé qu'auparavant (2 %, soit une baisse de 6 points). Il convient de noter que le sondage s'est déroulé avant que la nouvelle administration des États-Unis annule le projet de pipeline Keystone XL.
- Par rapport à 2018-2019, moins de Canadiens estiment que le gouvernement fédéral offre une bonne performance pour ce qui est de promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles (31 %

comparativement à 35 %), d'investir dans les énergies et les technologies propres (29 % comparativement à 35 %) et de s'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement (29 % comparativement à 37 %). Les Canadiens sont aussi plus nombreux à juger que le gouvernement fait plutôt du mauvais travail pour ce qui est de mettre en œuvre un plan permettant au Canada d'en arriver à zéro émission nette (37 % comparativement à 25 %) et de trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques (37 % comparativement à 24 %).

- Huit personnes sur dix se préoccupent au moins un peu du prix qu'elles paient pour l'énergie (80 %) et de l'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement (80 %), bien que moins de quatre personnes sur dix se disent très préoccupées par ces deux aspects (39 % et 35 %, respectivement). Comparativement à 2018-2019, ces résultats marquent une légère baisse des préoccupations quant au prix de l'énergie (en baisse de 3 points), mais une augmentation des préoccupations quant à l'impact de l'industrie sur l'environnement (en hausse de 6 points). Les Canadiens sont moins préoccupés par l'avenir du marché du travail dans l'industrie énergétique, bien que 57 % d'entre eux soient au moins quelque peu préoccupés à ce sujet; les Québécois sont ceux qui se préoccupent le moins de cette question (41 %). L'Alberta et la Saskatchewan font toutefois exception, les emplois dans l'énergie soulevant davantage de préoccupations (76 % et 82 %, respectivement) que l'impact de l'industrie sur l'environnement (64 % et 69 %).
- La vaste majorité des Canadiens s'entendent pour dire que l'énergie solaire (91 %), l'énergie éolienne (87 %) et l'hydroélectricité (76 %) constituent des sources écologiques. Un peu plus de la moitié de la population est de cet avis pour le gaz naturel (58 %) et le combustible à base d'hydrogène (57 %). Les Canadiens sont moins convaincus à propos de l'énergie nucléaire (43 %) ou du biodiesel (42 %), et des pourcentages presque équivalents sont en désaccord pour dire que ces deux énergies sont écologiques (45 % et 40 % respectivement). Moins d'un Canadien sur quatre estime que le pétrole, qu'il soit exploité en mer (23 %) ou qu'il provienne des sables bitumineux (19 %), est écologique.
- La population reconnaît généralement que l'exploitation des ressources naturelles joue un rôle essentiel dans l'économie canadienne. Cette constatation se manifeste par le fait qu'une majorité de répondants sont d'accord pour dire que le projet d'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain créera des débouchés économiques et des emplois de bonne qualité (70 %), que l'exploitation des minéraux et des métaux critiques est essentielle à l'économie canadienne (77 %) et qu'elle est une source d'emplois de bonne qualité (73 %) et que les forêts constituent une grande richesse pour le Canada (90 %). Cependant, un pourcentage moins élevé de répondants s'entendent pour dire que le Canada a recours à des technologies novatrices pour réduire l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement (49 %) ou qu'il protège ses forêts au moyen de pratiques de gestion basées sur la science (60 %).
- Plus de la moitié des Canadiens indiquent connaître au moins quelque peu l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre (61 %), le concept d'économie à faibles émissions de carbone (56 %) et l'Accord de Paris sur les changements climatiques (54 %), ce qui vient valider les constatations tirées des séances de discussion en groupe; toutefois, seule une personne sur dix affirme que ces sujets lui sont *très familiers*.
- Les Canadiens ont bon espoir que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone créera des emplois de qualité (62 % sont de cet avis) et qu'elle sera avantageuse pour les communautés autochtones (50 %) ainsi que les communautés qui dépendent d'industries à grande intensité carbonique (50 %). Ils estiment aussi important pour le gouvernement fédéral d'appuyer des initiatives visant à faciliter la transition, notamment en aidant les communautés qui dépendent d'industries productrices de carbone à développer une économie plus diversifiée (83 %) et en finançant des programmes de développement des compétences pour former les travailleurs (82 %).
- Pour ce qui est d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, les Canadiens jugent que les arguments les plus convaincants consistent à laisser un environnement sain à la prochaine génération (51 %), à faire en sorte que le Canada soit autosuffisant en énergie (49 %), à éviter les conséquences des changements

climatiques (48 %) et à améliorer la santé des Canadiens en favorisant l'assainissement de l'air (45 %). Ils étaient moins nombreux à trouver très efficaces les arguments relatifs à la création d'emplois (26 %) ou aux avantages économiques qu'apporte le fait d'être un chef de file dans ces secteurs émergents (21 %).

- Les Canadiens sont aussi d'avis que la solution aux émissions de gaz à effet de serre doit provenir de l'industrie, et non des particuliers. Selon eux, la transition des véhicules et des processus de chauffage industriels et commerciaux (78 % et 79 % respectivement) aurait une plus grande incidence sur les changements climatiques (impact important ou modéré) que la transition des véhicules personnels (72 %) ou des processus de chauffage domestiques (68 %) vers l'électricité ou les carburants à faible teneur en carbone. De la même façon, les Canadiens ont davantage l'impression que l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments industriels et commerciaux (84 %) aurait un impact important ou modéré sur les changements climatiques, comparativement à l'efficacité énergétique des immeubles d'appartements et de logements en copropriété multifamiliaux (73 %) ou des habitations unifamiliales (67 %). Ces constatations concordent avec celles tirées des séances de discussion en groupe, ce qui suggère que les Canadiens croient avoir déjà fait tout ce qu'ils peuvent pour réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre et qu'ils estiment que l'industrie doit jouer un plus grand rôle pour progresser dans cette transition.
- Les différences d'opinions à l'égard des industries canadiennes de ressources naturelles sont manifestes d'une région à l'autre. Bien que les préoccupations quant à la préservation des ressources et à la pollution soient prioritaires pour les Canadiens de partout au pays, ces enjeux sont relativement moins importants en Alberta et en Saskatchewan. Tout au long du sondage, les résidents de ces deux provinces ont exprimé systématiquement des points de vue reflétant l'importance économique de l'industrie pétrolière et gazière dans leur région. Les résultats du sondage révèlent également que les attitudes varient d'un groupe démographique à l'autre; en effet, les hommes, les Canadiens plus âgés (âgés de 55 ans et plus) et ceux ayant poursuivi des études secondaires ou collégiales se préoccupent relativement moins de l'environnement et des changements climatiques, et s'inquiètent un peu plus des possibles répercussions sur les industries de ressources naturelles et les emplois créés par celles-ci.

E. Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieure d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Sarah Roberton
Vice-présidente, Affaires générales et publiques
Environics Research
sarah.roberton@environics.ca
613 793-2229

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat de TPSGC : 23483-210340/001/CY

Date du contrat inital : 2020-09-17

Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec le ministère à l'adresse : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca

À propos de ce rapport

Le présent rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des données qualitatives et quantitatives du projet. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux présentant les résultats obtenus à toutes les questions du sondage, en fonction de segments tels que la région, l'âge et le sexe.

Les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement. La taille de l'échantillon correspond à l'échantillon total, soit n = 3 457, à moins d'avis contraire.

I. Constatations détaillées – phase qualitative

A. Aperçu d'une économie à faibles émissions de carbone et de son impact perçu

Perceptions d'une économie à faibles émissions de carbone

Les participants aux séances en groupe devaient discuter de ce en quoi consiste pour eux une « économie à faibles émissions de carbone ». Dans l'ensemble, l'expression était plutôt familière aux participants; ceux qui ne connaissaient pas le terme précis comprenaient toutefois le concept lorsque celui-ci leur était expliqué. Le terme était généralement compris comme une réduction de la dépendance aux combustibles fossiles, plusieurs participants le décrivant comme une transition vers des sources d'énergie « vertes », « propres » ou « écologiques ». Certains participants ont associé précisément le concept aux autres formes d'énergie, comme les éoliennes, l'énergie solaire, l'hydroélectricité, le nucléaire et l'énergie géothermique, ainsi qu'à une adoption accrue des véhicules électriques. Quelques personnes ont avancé que la transition était déjà amorcée.

Plusieurs participants percevaient le concept d'économie à faibles émissions de carbone à la fois comme étant positif et nécessaire pour atténuer les effets des changements climatiques. Certains étaient d'avis que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone serait avantageuse pour l'économie du pays à long terme; quelques personnes ont même avancé que le Canada doit agir à titre de chef de file ou, du moins, suivre les autres pays s'il souhaite tirer parti des retombées économiques que généreront les technologies à faibles émissions de carbone. Parmi les autres avantages relevés, notons la réduction de la pollution et la création d'un monde durable pour les générations futures.

Certains participants ont abordé les possibles répercussions économiques négatives sur l'industrie canadienne du pétrole et du gaz naturel ainsi que sur le coût de la vie. Dans certains cas, les participants ont exprimé leur pessimisme quant à la capacité de l'industrie et des particuliers d'apporter les changements nécessaires, laissant entendre que les objectifs de réduction du carbone ne sont pas réalistes. Certains participants ont indiqué la possibilité que les nouvelles technologies ne génèrent pas moins d'émissions de carbone de bout en bout ou qu'elles soient moins fiables, ou étaient d'avis que les coûts considérables de la transition ne permettront pas de rentabiliser le capital investi. D'autres encore ont suggéré que les efforts déployés par les Canadiens risquent de ne pas avoir une grande incidence à l'international si les pays plus importants ne prennent pas eux aussi des mesures à cette fin.

Perceptions et compréhension de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050

Peu de gens avaient entendu le terme « zéro émission nette d'ici 2050 ». Bien que certains participants aient compris le terme, le décrivant comme la réduction ou la compensation des émissions de carbone, plusieurs autres ont éprouvé de la difficulté à le comprendre ou à l'expliquer. Des exemples d'engagement tels que l'Accord de Paris ont été soulevés dans certains groupes.

Les participants reconnaissaient en général la nécessité d'une économie à faibles émissions de carbone et certains avaient l'impression que le Canada avait déjà pris des mesures en ce sens; d'autres estimaient toutefois que 2050 était trop tard pour stopper les dangers imminents liés aux changements climatiques. Chez plusieurs autres, l'échéance de 30 ans a soulevé des préoccupations quant aux coûts pour les particuliers et aux conséquences sur l'économie. Plusieurs participants ont jugé avoir besoin de plus d'information pour pouvoir se forger une opinion à ce sujet.

Certaines personnes avaient l'impression que la cible était trop ambitieuse et quelques-unes se sont demandé si les technologies d'énergie propre et renouvelable étaient suffisamment évoluées ou accessibles pour permettre une transition dans ce délai; quelques personnes ont enfin exprimé leurs préoccupations quant à la rentabilité raisonnable des capitaux engagés. Plusieurs personnes ont mentionné d'autres enjeux environnementaux qui, à leur avis, sont tout aussi importants, sinon plus, quelques-unes voyant une contradiction entre l'utilisation accrue du plastique et la réduction des émissions de carbone. Encore une fois, quelques participants n'étaient pas persuadés que l'apport du Canada dans la réduction des émissions de carbone aurait une incidence à l'échelle mondiale.

Répercussions sur les particuliers et les ménages

Lorsque questionnés sur les répercussions qu'aurait la transition vers une économie à faibles émissions de carbone sur les particuliers ou les ménages, les participants ont souvent éprouvé de la difficulté à se forger une idée claire de ce que cela pourrait représenter. Voici les principaux thèmes qui ont été abordés :

- Coûts. Le thème le plus souvent mentionné était les coûts; la majorité des participants étaient d'avis que les ménages devront assumer les coûts du passage à une économie à faibles émissions de carbone par l'augmentation du prix des biens, des services publics et des déplacements. Après avoir reconnu les conséquences d'une telle transition sur les dépenses des ménages, certains participants ont aussi mentionné la possibilité que les coûts finissent par diminuer et par se normaliser tandis que les technologies (comme les véhicules électriques, les panneaux solaires, etc.) deviennent largement répandues. Certains participants ont imaginé des restrictions réglementaires ou des frais pour la consommation d'énergie et les émissions de carbone des particuliers.
- Amélioration de l'efficacité énergétique. Les participants étaient aussi nombreux à mentionner la réduction de la consommation d'énergie pour le transport, le chauffage des maisons et l'électricité.
- Changement des habitudes personnelles. La réduction des déchets, l'utilisation de sacs réutilisables, une baisse de la consommation de viande et l'achat de produits locaux ont généré des discussions dans plusieurs groupes.
- Avantages. Outre les coûts et les changements au style de vie, plusieurs participants s'attendent à ce que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone entraîne certains avantages, comme un air plus pur, moins pollué, de meilleures options de transport en commun et de nouveaux emplois dans des secteurs qui émergent afin de favoriser la transition, comme les énergies de remplacement et la production locale de biens.
- Efficacité. Certains participants n'étaient pas convaincus que les gestes posés par les particuliers ou les ménages pour réduire les émissions de carbone auraient réellement l'effet souhaité. Pour certains, les options d'énergie renouvelable ne sont ni fiables, ni abordables, ni facilement accessibles, ce qui entraîne un certain scepticisme quant au véritable potentiel de ces solutions.

Répercussions sur les milieux de travail

Plusieurs participants aux séances de discussion ne percevaient pas immédiatement la façon dont leur propre secteur d'activité ou lieu de travail pourrait être touché par une économie à faibles émissions de carbone. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le secteur dans lequel ils travaillent continuerait d'être recherché, mais ne pouvaient songer à des façons pour ce secteur de réduire ses émissions de carbone; certains avaient l'impression que les secteurs d'activités avaient déjà fait tout ce qui leur était possible. Quelques personnes ont suggéré que les secteurs d'activités pourraient réduire leurs déchets.

Les participants ont réussi à relever plusieurs exemples de lieux de travail et de secteurs d'activités qui, à leur avis, seraient les plus touchés par une économie à faibles émissions de carbone :

- Le transport et les déplacements étaient au cœur de la réflexion des participants. Les voyages, le transport collectif et personnel et le transport de marchandises ont été souvent mentionnés. Découlant de ce sujet, les enjeux liés à la fabrication et aux réparations de véhicules ont été soulevés comme exemple de secteur précis qui serait appelé à changer tandis que les consommateurs se tournent vers les véhicules électriques, entraînant des répercussions sur les emplois et les communautés où les véhicules sont fabriqués.
- L'agriculture a également été mentionnée dans certains groupes ruraux. Les gens ont l'impression que le secteur agricole est un grand émetteur de carbone, de sorte qu'il sera probablement grandement touché par une économie à faibles émissions. Les participants ont aussi abordé le compromis entre les dépenses à court terme possiblement élevées qui seront nécessaires pour développer la nouvelle technologie et les éventuelles économies à long terme qui résulteront de la technologie à faibles émissions de carbone pour ce secteur. Des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire plus localisées ont aussi été perçues comme un moyen de réduire les émissions qui transformerait le secteur agricole.
- Les bâtiments ont été mentionnés par certains participants, tant dans le contexte des emplois dans la construction que dans l'intérêt des consommateurs pour des immeubles de bureaux plus écologiques et pour l'efficacité énergétique.

- Le secteur financier est un autre type de travail mentionné, puisque certains investisseurs commencent à s'intéresser aux bilans environnementaux des entreprises en plus de leur rendement financier.
- **D'autres** types de lieux de travail et de secteurs devraient, selon les participants, subir des changements : le secteur manufacturier, qui dépend souvent du pétrole comme composant majeur des produits et comme source d'énergie, l'industrie minière, qui se sert de combustibles fossiles pour alimenter son équipement, ainsi que l'industrie pétrolière et gazière dans son ensemble.

Économie canadienne

Les participants étaient partagés quant à savoir si le passage à une économie à faibles émissions de carbone entraînerait des débouchés économiques pour le Canada ou s'il plongerait le pays en récession. Dans l'ensemble, les gens se sont entendus pour dire que le passage à une économie à faibles émissions de carbone entraînera des dépenses considérables qui se répercuteront au bout du compte sur les consommateurs. L'augmentation du coût de la vie a été le plus souvent mentionnée, mais les autres préoccupations comprennent les pertes d'emploi et la hausse des coûts d'importation et d'exportation; quelques personnes se sont également demandé si plus d'entreprises décideraient de quitter le Canada. Plusieurs participants ont avancé que, comme le coût de la vie constitue déjà une source de préoccupation, les gens n'ont ni l'envie ni la capacité d'augmenter encore davantage leurs dépenses pour se procurer des biens et des services courants.

Les discussions précédentes sur les répercussions d'une économie à faibles émissions de carbone sur les lieux de travail et les secteurs d'activités ont amené les participants à suggérer qu'une telle transition pourrait compromettre de nombreux emplois et qu'il serait nécessaire de former et de réaffecter les gens, surtout dans le secteur pétrolier et gazier.

En revanche, certains participants étaient d'avis que l'adoption de technologies à faibles émissions de carbone pourrait permettre au Canada de se tailler une place de chef de file mondial en développant une économie solide et moderne basée sur le secteur des nouvelles technologies. En outre, quelques personnes ont observé que les changements au style de vie et les éventuelles retombées d'une économie à faibles émissions de carbone pourraient au bout du compte accroître le niveau de vie des Canadiens.

On a soulevé la question de savoir quel serait le meilleur moyen d'effectuer cette transition et de faciliter l'adaptation tant pour les particuliers que pour la société. Les participants ont dit s'attendre à ce que la transition n'ait pas le même effet sur tous : certaines régions et certains secteurs en subiront les conséquences plus rapidement et plus intensément que d'autres (p. ex., les industries qui sont de grandes émettrices de carbone dans l'Ouest canadien et celles dont les activités reposent sur l'exportation). On a aussi soulevé la possibilité que la transition se heurte à une certaine résistance si les retombées économiques ou les améliorations liées aux changements climatiques ne sont pas manifestes.

Certains participants ont dit s'attendre à ce que le gouvernement doive subventionner les industries ou les consommateurs afin de faciliter la transition. Les avis étaient partagés quant à savoir s'il serait préférable d'agir rapidement, en assumant toutes les dépenses d'un coup, ou encore d'étaler les coûts sur une plus longue période pour permettre aux gens de s'adapter.

Dans certains groupes, les participants ont avancé que le Canada subirait des répercussions économiques négatives disproportionnées par rapport aux autres pays qui ne prennent aucune mesure pour lutter contre les changements climatiques. Quelques personnes ont même suggéré que la transition n'entraînera aucun bénéfice net si le Canada continue d'importer des produits d'autres pays où les politiques en matière d'émissions de carbone sont moins rigoureuses.

Ce qu'ont fait les participants pour contribuer au passage à une économie à faibles émissions de carbone

Les participants aux séances de discussion ont été questionnés sur les efforts qu'ils ont eux-mêmes déployés pour passer à une économie à faibles émissions de carbone; ils devaient notamment indiquer s'ils ont pris certaines mesures, comme réduire leur consommation d'énergie, améliorer l'isolation de leur maison ou leurs systèmes de chauffage et de climatisation, remplacer les portes et les fenêtres ou encore choisir des véhicules plus écoénergétiques ou opter pour le transport en commun.

• Les participants ont le plus souvent mentionné des efforts personnels de plus petite envergure afin de réduire leur empreinte carbone. Le fait d'éteindre les lumières et d'abaisser la température des thermostats a été mentionné

- dans l'ensemble des groupes, quel que soit le revenu et quelle que soit la région. De la même façon, le fait d'être propriétaire ne constituait pas un obstacle aux changements tels que l'utilisation d'ampoules à DEL ou aux améliorations mineures apportées aux portes et aux fenêtres afin de réduire la perte de chaleur.
- Les choix en matière de transport ont été largement relevés comme un moyen essentiel de réduire les émissions de carbone. Certains participants ont indiqué avoir fait l'acquisition d'un véhicule plus écoénergétique, s'être débarrassés d'au moins un véhicule du ménage ou avoir adopté un mode de vie sans voiture, optant plutôt pour les programmes d'autopartage, le transport en commun, la marche ou le vélo. Un petit nombre de participants ont acheté un véhicule hybride ou électrique, et certains ont dit qu'ils envisageraient fortement ce type de véhicule lors de leur prochain achat.
- Les propriétaires ont mentionné avoir amélioré l'isolation de leur maison, remplacé les portes et fenêtres, changé les systèmes de chauffage et de climatisation et installé un système de chauffage géothermique. Un petit nombre de participants ont dit avoir réalisé un test d'infiltrométrie et acheté des électroménagers certifiés ENERGY STAR. Plusieurs personnes ont relevé, en plus du sentiment de contribuer personnellement à la lutte contre les changements climatiques, des avantages concrets, comme la réduction de leurs factures et l'augmentation de leur confort. Certains se sont dits reconnaissants de pouvoir bénéficier des programmes de subvention et de crédit du gouvernement pour les aider à rendre leur maison plus écoénergétique.
- Quelques personnes ont dit acheter des produits moins emballés ou fabriqués localement ou au Canada afin de réduire les émissions liées au transport, diminuer leur consommation de viande et cultiver des aliments à la maison.
 De tels efforts sont considérés comme plus petits et plus faciles à déployer graduellement.

Obstacles empêchant d'en faire plus pour réduire l'empreinte carbone et passer à une économie à faibles émissions

Les coûts ont été les plus souvent cités comme obstacle à la réduction des émissions. Les participants qui sont locataires estimaient avoir des options limitées quant à l'efficacité énergétique de leur résidence. Les gens ont souvent fait observer qu'il peut être difficile, coûteux ou peu commode de changer, laissant entendre que la société dépend largement de la consommation et que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone pourrait manquer tout particulièrement d'attrait pour ceux qui n'ont pas l'impression d'être immédiatement touchés par les changements climatiques.

Certaines personnes ayant procédé à des rénovations visant à améliorer le rendement énergétique de leur maison ou qui ont acheté des appareils écoénergétiques ont indiqué avoir agi ainsi pour réaliser des économies plutôt que pour réduire leurs émissions de carbone. Quelques participants ont dit qu'ils n'auraient pas agi de la sorte sans les subventions ou si cela n'avait pas été nécessaire.

Certaines personnes ont affirmé avoir besoin de plus amples renseignements sur la façon de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. D'autres obstacles ont été relevés sur le plan des connaissances, dont le manque d'information à propos des options de subventions, les limites de temps et un malaise à tenter de procéder à des rénovations visant à améliorer le rendement énergétique de leur maison en l'absence de l'expertise appropriée.

En ce qui concerne le transport, la majorité des participants ont dit ne pas pouvoir ou ne pas vouloir envisager le transport en commun, puisque cela allongerait leurs déplacements, réduirait leur capacité à répondre à leurs besoins personnels ou à ceux de leur famille et pourrait les exposer à un risque accru de contracter la COVID-19. Plusieurs personnes résidant dans des régions rurales ont fait observer qu'elles n'ont pas accès au transport en commun.

Pour un certain nombre de participants, le véhicule personnel est nécessaire en raison de leur travail et de leur style de vie en général (déplacements fréquents, possession d'un chalet, activités des enfants). L'autonomie limitée et l'accessibilité des bornes de recharge, tant dans les lieux publics que dans les immeubles d'appartements ou de logements en copropriété, ont été relevées comme des obstacles à l'utilisation d'un véhicule électrique. Les participants vivant en région rurale ont justifié leur utilisation continue de véhicules personnels à essence par le manque d'options de transport en commun fiables et la nécessité accrue de conduire sur de plus longues distances.

Certains participants ont avancé que les véhicules électriques neufs sont chers, et que les modèles d'occasion sont peu répandus sur le marché. De plus, quelques personnes n'étaient pas convaincues que les économies d'essence réussiraient à compenser le coût du véhicule électrique ou hybride au cours de sa vie utile. Quelques participants dans chacun des groupes ont suggéré que le transport commercial et industriel est responsable de la plus grande partie des émissions.

Plusieurs ont indiqué avoir déjà fait tout ce qui était en leur pouvoir et n'avaient pas l'impression de pouvoir en faire beaucoup plus pour réduire leur empreinte carbone personnelle. Certains ont aussi dit souhaiter que les gouvernements et les entreprises montrent l'exemple et intensifient leurs propres efforts, quelques personnes suggérant que de telles mesures contribueraient davantage à réduire les émissions de carbone globales du Canada.

Une économie à faibles émissions de carbone à l'échelle de la communauté

Après avoir discuté des répercussions d'une économie à faibles émissions de carbone sur leur vie personnelle et celle de leur ménage, les groupes ont été appelés à réfléchir aux efforts et aux conséquences à l'échelle communautaire. Les participants ont discuté de l'amélioration du recyclage, de l'incitation à acheter des produits locaux et de la communication de renseignements spécifiques à la communauté afin d'aider les résidents à réduire leurs émissions. La réglementation et les incitatifs à ce sujet ont également été soulevés. Un certain nombre de participants ont aussi indiqué avoir l'impression que leur communauté et les entreprises locales avaient déjà fait suffisamment d'efforts pour réduire leurs émissions de carbone.

La conversation était davantage axée sur quelques grands thèmes :

Bâtiments et infrastructures

- Les participants, surtout ceux habitant dans les grandes villes, anticipent un recours accru aux panneaux solaires, des jardins sur toit plus répandus et des communautés conçues de façon à favoriser la marche et le vélo, avec des commodités et des lieux de travail plus près des secteurs résidentiels.
- Des changements relatifs aux bâtiments ont aussi été abordés, comme de nouvelles constructions conçues selon des normes élevées (comme la certification LEED) et la rénovation des bâtiments plus anciens pour qu'ils deviennent plus écoénergétiques. Certaines personnes ont indiqué précisément que les entreprises comme le gouvernement doivent réduire la consommation d'énergie liée aux bâtiments, à l'éclairage et aux autres infrastructures.

Transport dans la communauté

- Les participants ont souvent anticipé des changements en matière de transport en commun, tant sur le plan du rendement énergétique des véhicules que de l'expansion du réseau en général. Certains ont dit s'attendre à une hausse de l'utilisation des véhicules hybrides et électriques pour le transport en commun, les autobus scolaires et les autres parcs publics de véhicules.
- La question des véhicules à batterie déchargés en pleine heure de pointe ou sur des routes engorgées a été soulevée, et certaines personnes ont relevé que les communautés doivent accroître l'accès aux bornes de recharge.
 Quelques participants, en particulier ceux des régions rurales ou éloignées, étaient d'avis que les véhicules électriques ne sont pas fiables sur de longues distances et par temps froid, et qu'ils ne constituent donc pas une solution réalisable.
- Plusieurs personnes, surtout dans les grandes villes, ont discuté de façons dont les villes pourraient décourager l'utilisation des véhicules personnels en rendant l'accès au centre-ville plus difficile ou plus coûteux.
- Les résidents des plus petites communautés ont quant à eux souvent mentionné le transport en commun déficient (ou inexistant) pour les déplacements dans leur localité, mais aussi vers les autres villes.

Production d'énergie

- Certains participants s'attendent à des changements sur le plan du réseau énergétique, avec une offre accrue de sources d'énergie de remplacement tandis que le Canada passe à une économie à faibles émissions de carbone.
- En général, plusieurs avaient tendance à croire que les sources d'énergie qui alimentent les villes canadiennes sont principalement propres et qu'elles génèrent déjà peu d'émissions.
- Certains se sont dits sceptiques à l'idée que les sources d'énergie renouvelable auraient un effet positif sur la réduction des émissions de carbone, qu'elles entraîneraient la création d'emplois bien rémunérés et qu'elles auraient des avantages à long terme sur l'économie locale.

Avantages et inconvénients pour la communauté La plupart des participants résidant dans les grandes villes voyaient de façon positive les répercussions d'une économie à faibles émissions de carbone sur leur communauté, imaginant de légers changements dans le fonctionnement des villes et dans la vie des gens qui y habitent. Ces résidents urbains avaient tendance à se sentir moins concernés par les grands pollueurs, comme les usines et les industries d'exploitation des ressources, et n'ont que rarement discuté des émissions de carbone générées par la fabrication de biens de consommation et leur transport jusqu'à leur communauté.

Les participants provenant de villes plus petites ou de régions rurales étaient en revanche moins optimistes quant aux changements à l'échelle de leur communauté, constatant les difficultés liées au fait de nourrir et d'alimenter les petites communautés éloignées dont l'économie dépend de l'exploitation des ressources. Ces groupes étaient aussi plus susceptibles de discuter des pertes d'emplois dans les secteurs de la fabrication et de l'énergie.

Coûts et avantages de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Dans le même ordre d'idées, bien que les participants de tous les groupes se soient généralement entendus pour dire que les coûts nécessaires à la transition seraient considérables, ceux des plus petites villes étaient moins convaincus des avantages à long terme d'un tel investissement. On a observé dans certains groupes un sentiment d'anxiété exacerbé quant aux répercussions sur les emplois, la hausse des taxes et l'augmentation des coûts énergétiques.

Plusieurs participants ont avancé que les gouvernements doivent prendre des mesures pour aider les communautés à passer à une économie à faibles émissions de carbone, notamment en finançant les coûts, en réglementant l'industrie et en informant les citoyens sur la façon dont ils peuvent apporter leur contribution. Les résidents des plus petites communautés ont indiqué que le soutien financier des gouvernements fédéral ou provincial serait essentiel.

B. Les industries de ressources naturelles du Canada dans une économie à faibles émissions de carbone

Dans la deuxième moitié de chaque séance, les participants ont discuté de diverses industries de ressources naturelles et de la façon dont celles-ci s'inscriraient dans une économie à faibles émissions de carbone.

Hydroélectricité

Dans tous les groupes, l'hydroélectricité a généralement été perçue comme une source d'énergie relativement propre qui génère peu d'émissions de carbone. Les participants ont pu facilement trouver plusieurs aspects positifs à l'hydroélectricité, comparativement aux autres industries, comme la longévité de l'infrastructure hydroélectrique actuelle, sa grande disponibilité dans certaines régions du pays, son caractère abordable et le fait que l'hydroélectricité est générée au Canada, ce qui réduit la nécessité d'importer de l'énergie d'autres pays. Les inconvénients de cette forme de production d'énergie étaient aussi généralement bien connus, notamment les conséquences environnementales et écologiques et la destruction de terres arables en raison des inondations. Le coût initial pour la construction des barrages et les conséquences négatives sur les communautés autochtones sont d'autres préoccupations qui ont été soulevées à propos de l'hydroélectricité.

Pétrole

En général, l'extraction et la consommation de pétrole ont été relevées comme des sources majeures d'émissions de carbone au Canada, et les participants ont jugé peu probable que le Canada arrive à délaisser rapidement cette source d'énergie en raison de son utilisation industrielle et domestique généralisée et de son importance pour l'économie du pays.

Plusieurs personnes ont éprouvé de la difficulté à imaginer quel pourrait être le rôle du pétrole dans une économie à faibles émissions de carbone, décrivant ces deux notions comme contradictoires. Seuls quelques participants se sont prononcés totalement pour ou contre l'industrie pétrolière au Canada; en effet, la majorité d'entre eux ont exprimé des opinions plus partagées. Plusieurs étaient d'avis que le pétrole s'inscrirait davantage dans une économie à faibles émissions de carbone si la technologie pouvait le rendre plus propre ou réduire les émissions générées par sa production et son utilisation. D'autres, toutefois, se sont dits inquiets de ses conséquences sur l'environnement.

Lorsqu'il a été question de délaisser le pétrole, les emplois et l'économie sont les principales préoccupations qui ont été relevées. Même si, de l'avis des participants, ces emplois sont concentrés dans l'ouest du pays, les préoccupations quant aux conséquences sur l'économie n'étaient pas limitées aux résidents de ces régions. Certains ont fait observer que si le pétrole n'est pas produit au Canada, il sera nécessaire d'en importer davantage.

Parmi les autres préoccupations relevées, notons la capacité du Canada de soutenir la concurrence des autres pays producteurs où le pétrole est plus facile à extraire ou qui sont soumis à moins de restrictions environnementales, la capacité du Canada à réduire sa dépendance au pétrole tout en construisant des pipelines et la nécessité d'associer les subventions accordées aux producteurs de pétrole canadiens aux investissements dans la recherche et la technologie visant à réduire les émissions de carbone.

Le rôle du pétrole dans la fabrication de plastique a aussi été abordé. Certains participants ont fait observer que, bien que plusieurs produits de plastique soient remplacés, il sera plus difficile, voire impossible, de remplacer le pétrole comme composant du plastique.

Gaz naturel

Le gaz naturel a été décrit par la majorité des gens comme une source d'énergie plus propre que le pétrole et qui a sa place dans une économie à faibles émissions de carbone, même si au bout du compte, il s'agit d'un combustible fossile non renouvelable et d'une source d'émissions de carbone.

Certains aspects de sa production ont été mentionnés comme des inconvénients, notamment l'énergie nécessaire pour extraire et comprimer le gaz naturel, de même les répercussions sur l'environnement, comme la fracturation. Les participants résidant dans des communautés où se déroulent des activités d'exploitation du gaz naturel ont indiqué que cette industrie contribue à la création d'emplois et aux dépenses de consommation dans l'économie locale; ils avaient aussi néanmoins certaines préoccupations quant aux dommages causés à l'environnement et aux problèmes de sécurité, en plus de soulever des questions quant aux droits fonciers liés à l'exploitation du gaz naturel.

Certaines personnes étaient d'avis que le gaz naturel est moins coûteux que l'électricité pour chauffer les maisons et alimenter les électroménagers. D'autres ont avancé qu'il s'agit d'une solution efficace pour remplacer les centrales électriques au charbon.

Captage et stockage du carbone

Cette technologie était dans l'ensemble peu connue. Bien que certains participants aient trouvé que cela semblait intéressant en théorie dans le cadre d'une économie à faibles émissions de carbone, la plupart se sont dits inquiets du fait que le carbone soit comprimé et injecté dans un site souterrain et se sont questionnés sur les risques à long terme du stockage pour la santé et l'environnement. Certains se sont demandé de quelle façon cette technologie pourrait s'avérer rentable et étaient d'avis qu'il existe de nombreuses options préférables. Les participants ont mentionné à plusieurs reprises que les puits naturels de carbone, comme les forêts, devraient être les principaux moyens utilisés pour absorber le carbone de l'atmosphère. Il a aussi été avancé qu'il serait avant tout préférable d'éviter de rejeter du gaz carbonique dans l'atmosphère et que des technologies telles que le captage du carbone constituent une solution symbolique utilisée pour cacher le problème plutôt que le résoudre.

Exploitation de minéraux critiques

Le niveau de connaissances au sujet de l'exploitation de minéraux critiques était varié, mais, en général, plusieurs participants étaient d'avis que l'exploitation minière dans le but de produire les technologies d'énergie de remplacement (comme les panneaux solaires et les batteries) constitue un mal nécessaire qui pourrait être atténué par l'utilisation de méthodes d'extraction améliorée générant peu d'émissions. Certains ont indiqué que l'exploitation minière constitue une bonne source d'emplois et de croissance économique et qu'elle peut contribuer à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Des préoccupations ont été soulevées quant aux éventuelles conséquences de l'exploitation minière, en plus de l'énergie requise pour extraire et traiter les produits miniers; certaines personnes se sont d'ailleurs demandé si les technologies d'énergie renouvelable permettraient réellement de réduire les émissions globales de bout en bout. Les participants ont aussi mentionné des enjeux tels que les perturbations du milieu, la pollution du sol et des eaux et les menaces qui pèsent sur les communautés autochtones et éloignées.

La plupart des groupes ont émis l'idée de recycler les composants électroniques ou de réutiliser les résidus d'extraction minière de façon à obtenir des minéraux de façon plus durable, faisant observer qu'il ne s'agit pas d'une ressource renouvelable. Certains participants avaient entendu parler de changements déjà apportés aux technologies minières pour qu'elles génèrent moins d'émissions de carbone et qu'elles soient plus sûres pour l'environnement.

Carburants renouvelables

Lorsque questionnés à ce sujet, les participants connaissaient généralement peu les carburants de remplacement tels que l'hydrogène, le biodiesel et l'éthanol.

Ils ont le plus souvent mentionné le recyclage des huiles de cuisson comme exemple de carburant renouvelable. Certains savaient que l'éthanol est utilisé comme additif dans l'essence au Canada et dans d'autres pays.

Des préoccupations ont souvent été soulevées quant à la production du biodiesel et de l'éthanol, puisque ces sources de carburant utilisent des terres qui serviraient autrement aux cultures vivrières. Les gens préféreraient que l'énergie soit conservée plutôt que d'« épuiser » des terres pour en produire de la nouvelle, même si celle-ci est renouvelable.

Certains ont relevé le manque actuel de disponibilité de ces carburants et se sont demandé si ceux-ci pourraient assurer la rentabilité des capitaux investis; quelques personnes ont d'ailleurs dit s'attendre à ce que ces sources de carburant soient plus coûteuses. Les gens se sont montrés incertains quant à savoir si ces carburants pourraient être aussi fiables que leur équivalent à base de combustible fossile pour alimenter les véhicules, ou encore ont fait observer que leur combustion génère tout de même des émissions de carbone.

Les discussions sur l'hydrogène comme source de carburant ont été limitées puisque, même si certains participants en avaient déjà entendu parler, ils ne le considéraient pas comme étant prêt à une utilisation généralisée.

Biomasse forestière

La description suivante a été lue durant la séance : « La biomasse forestière comprend toutes les parties de l'arbre, pas seulement le tronc, mais aussi l'écorce, les branches, les aiguilles ou les feuilles, et même les racines. Cette biomasse peut être convertie en biocarburants solides, liquides ou gazeux qui peuvent ensuite être brûlés pour produire de l'énergie ou utilisés comme carburants de substitution pour les transports ou les processus industriels. La biomasse forestière est de plus en plus utilisée dans la fabrication d'une variété de bioproduits, y compris des produits chimiques, textiles et hygiéniques et d'autres produits de bois d'ingénierie. » Après la lecture, certains participants étaient d'avis que ces produits pourraient s'inscrire dans la stratégie visant à passer à une économie à faibles émissions de carbone.

Quelques personnes ont pu voir le potentiel de cette source de carburant renouvelable, pourvu que des arbres soient replantés et que les forêts soient gérées de façon responsable. Certains participants ont mentionné que l'industrie du bois d'œuvre et des pâtes et papiers génère actuellement des résidus forestiers qui pourraient être utilisés comme carburant. Le concept de l'utilisation de toutes les parties de l'arbre a parfois été comparé aux chasseurs qui utilisent l'animal en entier. D'autres personnes ont relevé des façons dont les produits forestiers contribuent aux efforts de réduction du carbone en tant que solution biodégradable et renouvelable pour remplacer le plastique.

Le concept de biomasse forestière a suscité plusieurs réactions émotives négatives, étant associé par plusieurs à la déforestation et à la perturbation de l'écosystème. Certaines personnes ont avancé que dans le contexte d'un avenir à faibles émissions de carbone, il serait contre-intuitif que des arbres soient abattus pour produire du carburant, alors qu'en les laissant en place, ils pourraient absorber le carbone de l'atmosphère. D'autres ont noté que le fait de brûler des arbres génère aussi des émissions.

Énergie nucléaire et petits réacteurs modulaires (PRM)

Le nucléaire est largement connu comme une source d'énergie non émettrice de gaz à effet de serre, mais cette notion ne dissipe pas les inquiétudes à son sujet. Certains participants ont dit être fortement opposés au concept d'énergie nucléaire et sont d'avis que le Canada dispose d'autres options qui sont plus efficaces et plus facilement accessibles.

Les préoccupations portaient le plus souvent sur le stockage des déchets nucléaires et ses répercussions sur les générations futures, certaines personnes faisant mention d'accidents nucléaires historiques.

Les participants des différents groupes se sont entendus pour dire que l'énergie nucléaire peut être gérée de manière sûre et qu'elle pourrait devenir une source fiable d'énergie propre pour l'avenir. Certains étaient d'avis que le nucléaire devrait avoir préséance sur les autres formes d'énergie, en particulier les combustibles fossiles.

On a expliqué aux participants que les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des technologies émergentes novatrices dans le domaine de l'énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde. Les PRM proposent des mesures de sûreté accrues et une empreinte réduite et produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels.

Très peu de participants connaissaient cette technologie, mais plusieurs ont trouvé que cette option semblait prometteuse pour l'avenir. Des préoccupations subsistaient cependant, et quelques participants ont également fait observer que l'uranium n'est pas une ressource renouvelable et qu'un recours accru à l'énergie nucléaire générerait davantage de déchets, ce qui viendrait aggraver les problèmes de stockage actuels. D'autres ont avancé que les PRM, par leur conception même, entraîneraient moins de dommages en cas d'incident.

Certaines personnes ont mentionné la nécessité d'informer la population afin de réduire les perceptions négatives à l'égard de l'énergie nucléaire. Quelques participants ont aimé l'idée que les PRM soient déployés à plus petite échelle dans les communautés n'ayant pas la capacité d'accueillir une grande centrale ainsi que dans les endroits où les autres sources d'énergie sont difficilement accessibles.

Répercussions des changements climatiques sur les industries des ressources naturelles ou de l'énergie

Dans la plupart des groupes, les participants n'avaient qu'une vague idée des répercussions qu'auront les changements climatiques sur les industries canadiennes des ressources naturelles et de l'énergie; certains sujets sont toutefois revenus souvent :

- Dans la plupart des groupes, la foresterie a été relevée comme un secteur risquant d'être gravement touché par les changements climatiques en raison de la hausse des sécheresses et des feux de forêt.
- Lors de plusieurs séances, les participants ont mentionné la possibilité que les centrales hydroélectriques soient touchées par la hausse du niveau des eaux causée par les conditions climatiques changeantes et la fonte de la calotte polaire.
- Des inquiétudes ont été soulevées à l'idée que des phénomènes météorologiques catastrophiques ou des tremblements de terre endommagent les centrales nucléaires ou l'infrastructure de transport ou d'extraction de l'industrie pétrolière, entraînant des risques pour la sécurité, perturbant l'approvisionnement en énergie et nuisant à l'environnement.
- Parmi les autres répercussions potentielles mentionnées, notons les changements des vents nécessaires à l'énergie éolienne, la réglementation plus rigoureuse de l'exploitation des ressources comme moyen de lutter contre les changements climatiques et la demande accrue en énergie pour chauffer et climatiser les maisons dans les régions où le climat devient extrême.
- Les changements climatiques semblent également accroître les perceptions négatives que la population entretient à l'égard de ces secteurs, en particulier l'industrie pétrolière.

C. Besoins en matière de communication ou d'information de la part du gouvernement du Canada

Pour conclure les séances de discussion, les participants devaient proposer des messages que le gouvernement du Canada pourrait diffuser pour communiquer à la population l'importance d'apporter des changements pour passer à une économie à faibles émissions de carbone. Certaines personnes ont dit souhaiter en savoir plus sur les mesures prises par le gouvernement jusqu'à maintenant et ses stratégies pour l'avenir, et obtenir la preuve que ces mesures en valent le coup. D'autres aimeraient que l'objectif soit élargi pour englober les conséquences sur l'environnement.

Dans l'ensemble, les participants ont eu tendance à préférer des messages positifs et motivants formulés dans un langage clair et facile à comprendre, possiblement accompagnés d'éléments visuels comme des infographies ou des vidéos en ligne, ainsi que d'options pour trouver de plus amples renseignements.

Plusieurs thèmes importants ont été dégagés des discussions :

- Les participants ont souvent suggéré des messages faisant mention des **générations futures** ou de la **création d'un meilleur avenir**, implorant les Canadiens de réfléchir à la façon dont leurs enfants et petits-enfants seront touchés par les changements climatiques. Plusieurs messages proposés comprenaient des suggestions de changements sur le plan individuel que les ménages peuvent apporter à leur consommation d'énergie, à leur alimentation, à leurs habitudes de magasinage et à leur mode de transport.
- Plus rarement, les formulations recommandées véhiculaient un plus grand sentiment d'urgence et comprenaient des mises en garde à propos des conséquences futures de l'inaction, laissant entendre que les Canadiens doivent

- être mis au courant des prédictions basées sur de véritables données scientifiques afin de comprendre les répercussions futures des changements climatiques.
- La notion d'incitatif est aussi revenue souvent. Les participants ont suggéré que le gouvernement doit aider directement la population en offrant des subventions et des crédits pour compenser les dépenses personnelles découlant du passage à une économie à faibles émissions de carbone. Certains ont proposé des messages qui mettent en évidence les avantages concrets immédiats, comme des factures d'énergie moins élevées, une amélioration de la santé et la création de nouveaux emplois.
- L'éducation a aussi été mentionnée souvent, les participants suggérant que les Canadiens ne doivent pas seulement être conscients des conséquences des changements climatiques; ils doivent également comprendre le fonctionnement d'une économie à faibles émissions de carbone et les répercussions que cela aura sur eux, en plus de savoir ce qu'ils peuvent faire de plus pour changer les choses.
- Certains participants ont avancé que le gouvernement doit encourager un changement des mentalités et des
 valeurs et inciter les Canadiens à choisir la qualité de vie plutôt que la consommation et la croissance économique.
- Les participants aimeraient que le gouvernement démontre que l'industrie contribue également aux efforts pour lutter contre les changements climatiques. On a aussi soulevé la nécessité pour le gouvernement du Canada de montrer à la population en quoi il agit en tant que chef de file dans cet effort de changement en expliquant ou en montrant ce qu'il fait et en présentant le rendement des capitaux investis. Certaines personnes étaient d'avis qu'il incombe au gouvernement fédéral de collaborer avec tous les ordres de gouvernement et avec l'industrie pour faire face de façon efficace à la complexité d'un avenir à faibles émissions de carbone.

II. Constatations détaillées – phase quantitative

A. Impressions générales à l'égard des ressources naturelles

Le plus grand défi concernant les ressources naturelles

Selon les Canadiens, la durabilité et la pollution environnementale sont les principaux défis auxquels fait face le Canada en ce qui concerne ses ressources naturelles.

Invités à réfléchir au plus grand défi auquel fait face le Canada en ce qui concerne ses ressources naturelles, les Canadiens mentionnent surtout l'assurance que nos ressources seront suffisantes pour les générations futures (18 %) et la pollution générée par l'extraction et la distribution des ressources (17 %). Une grande variété d'autres enjeux sont relevés par 7 % ou moins des répondants. Bien que les réponses soient dans l'ensemble très semblables à celles de la version de 2018-2019 de l'étude, les Canadiens s'inquiètent davantage de la pollution causée par l'extraction des ressources naturelles (17 %, comparativement à 8 % en 2018-2019) et se préoccupent moins de l'approbation ou du besoin de construction de pipelines (2 %, comparativement à 8 % en 2018-2019).

Le plus grand défi concernant les ressources naturelles (Réponses les plus fréquentes, mentionnées par au moins 3 % des répondants)

Le plus grand défi concernant les ressources naturelles	2020-2021 Total (n = 3 457)	2018-2019 Total (n = 3 444)
Assurance que nos ressources sont suffisantes pour les générations futures/durabilité	18 %	14 %
Pollution découlant de l'extraction et de la distribution des ressources naturelles	17 %	8 %
Changements climatiques/réchauffement climatique	7 %	7 %
Vente de nos matières premières à faible prix/importation de produits finis à prix élevé	7 %	3 %
Remplacement des combustibles fossiles par des ressources propres/renouvelables	6 %	3 %
Pollution/contamination de l'eau/réserves d'eau douce	6 %	3 %
Interventions/politiques gouvernementales s'opposant à l'industrie pétrolière	6 %	4 %
Contrôle de nos ressources par des intérêts étrangers au lieu d'en faire profiter les Canadiens	5 %	3 %
Promotion de produits issus de nos ressources naturelles	5 %	6 %
Protections des forêts, des lacs et des milieux naturels	5 %	6 %
Industrie pétrolière/gazière (sans précision)	3 %	4 %
Approbation/besoin de construction de pipelines	2 %	8 %

Q4 Quel est, à votre avis, le plus grand défi auquel fait face le Canada en ce qui concerne ses ressources naturelles?

Les résidents de l'Alberta et de la Saskatchewan mentionnent la durabilité des ressources et la pollution générée par leur extraction et leur distribution un peu moins souvent que les résidents des autres provinces. Les Québécois mentionnent quant à eux la pollution générée par l'extraction et la distribution des ressources naturelles plus souvent (25 %) que les résidents des autres provinces.

Performance du gouvernement fédéral relativement aux enjeux des ressources naturelles

Les Canadiens ont des avis partagés quant à la performance du gouvernement fédéral relativement aux initiatives liées aux ressources naturelles, les pourcentages de répondants fournissant une évaluation positive, négative et neutre étant plutôt semblables pour tous les aspects nommés.

Par rapport à 2018-2019, moins de Canadiens estiment que le gouvernement fédéral offre une excellente performance pour ce qui est de promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles (30 % comparativement à 35 %), d'investir dans les énergies et les technologies propres (30 % comparativement à 35 %) et de s'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement (29 % comparativement à 37 %). Les Canadiens sont aussi plus nombreux à juger que le gouvernement fait plutôt du mauvais travail pour ce qui est de mettre en œuvre un plan permettant au Canada d'en arriver à zéro émission nette (37 % comparativement à 25 %) et de trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques (38 % comparativement à 24 %) par rapport aux résultats de l'étude de 2018-2019.

Performance du gouvernement quant aux enjeux liés aux ressources naturelles

Performance du gouvernement quant aux enjeux liés aux ressources naturelles	Bonne performance (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Mauvaise performance (1 à 4)	Incertains	2018-2019 Bonne performance (7 à 10)
Promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles	30 %	32 %	30 %	8 %	35 %
Investir dans les énergies et les technologies propres	30 %	35 %	29 %	6 %	35 %
S'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement	29 %	33 %	32 %	6 %	37 %
Mettre en œuvre un plan permettant au Canada d'en arriver à zéro émission nette	25 %	31 %	37 %	7 %	S.O.
Trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques	24 %	33 %	38 %	5 %	31 %

Q5 Veuillez penser aux ressources naturelles du Canada; comment évalueriez-vous la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à chacun des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que le gouvernement offre une très mauvaise performance et 10, qu'il offre une excellente performance.

Performance du gouvernement quant aux enjeux liés aux ressources naturelles

% de répondants trouvant que le gouvernement offre une bonne performance (7 à 10) en fonction de la région

Performance du gouvernement quant aux enjeux liés aux ressources naturelles	Canada	CB.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	Atl.
Promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles	30 %	34 %	20 %	18 %	27 %	30 %	33 %	33 %
Investir dans les énergies et les technologies propres	30 %	28 %	23 %	20 %	26 %	31 %	32 %	35 %
S'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement	29 %	30 %	29 %	21 %	27 %	29 %	29 %	32 %
Mettre en œuvre un plan permettant au Canada d'en arriver à zéro émission nette	25 %	26 %	23 %	18 %	27 %	25 %	25 %	30 %
Trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques	24 %	23 %	19 %	14 %	21 %	24 %	27 %	26 %

Q5 Veuillez penser aux ressources naturelles du Canada; comment évalueriez-vous la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à chacun des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que le gouvernement offre une très mauvaise performance et 10, qu'il offre une excellente performance.

B. Énergie

Perception des sources d'énergie comme étant écologiques

Les Canadiens estiment en général que les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique sont écologiques. Moins du quart des répondants sont du même avis pour les sables bitumineux et le pétrole et le gaz naturel extracôtiers.

La vaste majorité des Canadiens s'entendent pour dire que l'énergie solaire (91 %), l'énergie éolienne (87 %) et l'hydroélectricité (76 %) constituent des sources écologiques.

Bien qu'un peu plus de la moitié de la population soit de cet avis pour le gaz naturel (58 %) et le combustible à base d'hydrogène (57 %), il convient de souligner qu'une personne sur trois se dit incertaine en ce qui concerne l'hydrogène (27 %).

Les Canadiens sont moins convaincus à propos de l'énergie nucléaire (43 %) ou du biodiesel (42 %), et des pourcentages presque équivalents sont en désaccord pour dire que ces deux énergies sont écologiques (45 % et 40 % respectivement).

Moins d'un Canadien sur quatre estime que le pétrole, qu'il soit exploité en mer (23 %) ou qu'il provienne des sables bitumineux (19 %), est écologique.

Niveau d'accord avec le fait que les sources d'énergie suivantes sont écologiques

Sources d'énergie	Net : En accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertains
Énergie solaire (n = 1 781)	91 %	64 %	27 %	4 %	3 %	2 %
Énergie solaire (n = 1 779)	87 %	52 %	35 %	6 %	4 %	3 %
Barrages hydroélectriques (n = 1 779)	76 %	32 %	44 %	12 %	3 %	8 %
Gaz naturel (n = 1 780)	58 %	14 %	44 %	25 %	10 %	7 %
Combustible à base d'hydrogène (n = 1 775)	57 %	20 %	37 %	11 %	5 %	27 %
Énergie nucléaire (n = 3 457)	43 %	14 %	29 %	22 %	23 %	12 %
Biodiesel (n = 1 776)	42 %	7 %	35 %	26 %	14 %	19 %
Pétrole et gaz extracôtiers (n = 1 779)	23 %	4 %	19 %	31 %	38 %	8 %
Sables bitumineux (n = 1 775)	19 %	4 %	15 %	26 %	45 %	9 %

Q6 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que chacune de ces sources d'énergie est écologique? Échantillon fractionné; la taille des échantillons pour chaque source est précisée dans le tableau.

La perception des diverses sources d'énergie comme étant écologiques varie quelque peu d'une région à l'autre.

- Dans toutes les régions, la majorité des répondants s'entendent pour dire que les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique sont écologiques.
- En Alberta et en Saskatchewan, toutefois, moins de répondants considèrent comme écologiques l'énergie solaire (85 % et 87 %, respectivement) et l'énergie éolienne (75 % et 77 %). En revanche, les résidents de ces provinces sont plus nombreux que ceux des autres régions à juger écologiques les sources d'énergie conventionnelles, comme le gaz naturel (67 % et 78 %), l'énergie nucléaire (49 % et 57 %), le pétrole et le gaz extracôtiers (37 % et 34 %) et les sables bitumineux (44 % et 36 %).

• Le fait de percevoir l'énergie éolienne (93 %) et l'hydroélectricité (85 %) comme étant écologiques est plus répandu au Québec (85 %), mais les opinions à l'égard du gaz naturel (52 %), du biodiesel (37 %), de l'énergie nucléaire (25 %), du pétrole et du gaz extracôtiers (11 %) et des sables bitumineux (9 %) sont moins favorables dans cette province que dans toute autre région.

Des différences ont aussi été observées au sein des autres sous-groupes :

- Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de considérer la plupart des sources d'énergie comme étant écologiques, à l'exception des énergies solaire et éolienne, qui sont perçues de façon semblable.
- Les Canadiens plus jeunes (âgés de 18 à 34 ans) sont moins nombreux à considérer le pétrole et le gaz extracôtiers (15 %) et les sables bitumineux (14 %) comme écologiques, tandis qu'un plus grand nombre de Canadiens habitant dans des régions rurales perçoivent ces sources d'énergie de façon plus favorables (28 % et 27 %, respectivement).
- Les femmes (33 %) et les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ (35 %) sont moins susceptibles de considérer l'énergie nucléaire comme écologique, tandis que les hommes (55 %) et les personnes dont le revenu du ménage est supérieur à 100 000 \$ (53 %) perçoivent davantage cette source d'énergie de façon favorable.

Enjeux énergétiques les plus préoccupants

Les Canadiens se soucient en parts égales du prix qu'ils paient pour leur énergie et de l'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement, et se disent moins préoccupés par l'avenir du marché du travail dans cette industrie.

Huit personnes sur dix se préoccupent au moins un peu de l'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement (80 %) et du prix qu'elles paient pour l'énergie (79 %), bien que moins de quatre personnes sur dix se disent *très préoccupées* par ces deux aspects (35 % et 39 %, respectivement). Comparativement à 2018-2019, ces résultats marquent une hausse des préoccupations quant à l'impact de l'industrie sur l'environnement (en hausse de 6 points), mais une légère baisse des préoccupations quant au prix de l'énergie (en baisse de 3 points). Les Canadiens sont moins préoccupés par l'avenir du marché du travail dans l'industrie énergétique, bien que 57 % d'entre eux soient au moins quelque peu préoccupés à ce sujet.

P	re	eoccupat	tions c	quant	aux en	jeux (energ	gétic	jues a	au (Canac	la à	ľľ	neure	actı	ielle	3
---	----	----------	---------	-------	--------	--------	-------	-------	--------	------	-------	------	----	-------	------	-------	---

Niveau de préoccupation quant aux enjeux énergétiques	Net : Préoccupés	Très préoccupés	Plutôt préoccupés	Pas très préoccupés	Pas du tout préoccupés	Incertains	2018-2019 Net : Préoccupés
L'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement	80 %	35 %	45 %	14 %	5 %	1%	74 %
Le prix que vous payez pour l'énergie	79 %	39 %	41 %	16 %	3 %	1%	83 %
L'avenir du marché du travail dans l'industrie énergétique	57 %	20 %	37 %	30 %	8 %	5 %	S.O.

Q7 Veuillez penser aux diverses questions énergétiques au Canada à l'heure actuelle; dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacun des éléments ci-dessous?

Le niveau de préoccupation à l'égard de ces trois enjeux énergétiques demeure sensiblement le même d'une région à l'autre et dans les différents sous-groupes démographiques; les cas suivants font toutefois exceptions et sont associés à un niveau de préoccupation *plus bas* :

• Le prix de l'énergie suscite moins de préoccupations au Québec (73 %) et chez les répondants dont le revenu du ménage est supérieur à 150 000 \$ (73 %). Le niveau de préoccupation à ce sujet est plus élevé dans les provinces de

l'Atlantique (89 %), chez les résidents de régions rurales (84 %) et chez les détenteurs d'un diplôme d'études secondaires ou moins (84 %).

- L'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement est moins préoccupant en Alberta (69 %), en Saskatchewan (64 %) et chez les détenteurs d'un diplôme d'études secondaires ou moins (73 %).
- L'avenir du marché du travail dans l'industrie de l'énergie suscite moins de préoccupations au Québec (41 %) et chez les répondants âgés de 18 à 34 ans (52 %), mais inquiète davantage les résidents de l'Alberta (82 %), de la Saskatchewan (76 %), des provinces de l'Atlantique (64 %) et des communautés rurales (62 %), de même que les Canadiens âgés de 55 ans et plus (63 %).

Connaissance de sujets liés à la réduction des émissions de carbone

Les Canadiens affirment pour la plupart connaître ces sujets, mais seule une personne sur dix estime que ceux-ci lui sont très familiers.

Plus de la moitié des Canadiens indiquent connaître au moins quelque peu l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre (61 %), le concept d'économie à faibles émissions de carbone (57 %) et l'Accord de Paris sur les changements climatiques (54 %); toutefois, seule une personne sur dix affirme que ces sujets lui sont *très familiers*.

Connaissance de sujets liés à la réduction des émissions de carbone

Sujet	Net : Familier	Très familier	Plutôt familier	Pas très familier	Pas du tout familier	Incertains
L'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre	61 %	10 %	51 %	28 %	7 %	3 %
L'économie à faibles émissions de carbone	57 %	9 %	47 %	32 %	9 %	3 %
L'Accord de Paris sur les changements climatiques	54 %	10 %	44 %	30 %	14 %	3 %

Q8 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que chacune de ces sources d'énergie est écologique?

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à connaître l'ensemble de ces termes; ceux-ci sont aussi plus familiers aux résidents de l'Alberta. Le niveau de familiarité est aussi plus élevé chez les universitaires et chez les personnes dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus.

C. Pétrole et gaz naturel

Perceptions d'une économie à faibles émissions de carbone

Les Canadiens voient avec optimisme les avantages qu'aurait la transition vers une économie à faibles émissions de carbone sur l'économie et les emplois, mais sont relativement moins convaincus de ses bienfaits sur les communautés autochtones et les communautés qui dépendent d'industries à grande intensité carbonique, ainsi que sur la capacité du Canada à respecter ses engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les répondants au sondage devaient examiner quatre énoncés portant sur le passage à une économie à faibles émissions de carbone, puis indiquer dans quelle mesure ils sont en accord avec chacun d'eux. Les Canadiens sont modérément d'accord pour dire qu'une économie à faibles émissions de carbone profitera à la population en fournissant des emplois de qualité (62 %). Les opinions sont partagées quant à savoir si les communautés autochtones profiteront précisément d'une telle transition (50 %) ou si les communautés qui dépendent d'industries à grande intensité carbonique réussiront à prospérer (50 %); 24 % des répondants sont incertains à ce sujet. Les Canadiens sont les moins convaincus par l'idée qu'il est possible

de développer l'industrie des sables bitumineux au Canada tout en maintenant l'engagement du pays à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (44 %).

Niveau d'accord avec les énoncés sur l'économie à faibles émissions de carbone

Énoncé	Net : En accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertains
La transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone fournira aux Canadiens des emplois de bonne qualité	62 %	20 %	42 %	14 %	8 %	15 %
Les communautés autochtones bénéficieront de la transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone	50 %	16 %	34 %	16 %	10 %	24 %
Les communautés qui dépendent actuellement d'industries qui produisent beaucoup de carbone peuvent tout de même prospérer dans une économie à faibles émissions de carbone	50 %	12 %	38 %	24 %	11 %	15 %
Il est possible de développer l'industrie des sables bitumineux au Canada tout en maintenant l'engagement du pays à réduire ses émissions de gaz à effet de serre	44 %	13 %	31 %	25 %	18 %	13 %

Q9 Une économie à faibles émissions de carbone est une économie basée sur des sources d'énergie qui émettent moins de gaz à effet de serre, en particulier moins de dioxyde de carbone, dans l'atmosphère. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les résidents de l'Alberta et de la Saskatchewan sont beaucoup moins susceptibles que ceux des autres régions d'être d'avis que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone entraînera la création d'emplois de qualité (49 % et 48 %, respectivement) et que cela profitera aux communautés autochtones (39 % et 40 %) et aux communautés qui dépendent des industries à grande intensité carbonique (44 % et 38 %). Environ les deux tiers des résidents de l'Alberta (69 %) et de la Saskatchewan (64 %) estiment qu'il est possible de développer l'industrie des sables bitumineux tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Au Québec, en revanche, seules trois personnes sur dix (29 %) sont de cet avis.

Voici les autres sous-groupes les plus susceptibles d'être en accord avec chaque énoncé :

Les résidents des régions rurales sont plus susceptibles de croire qu'il est possible de développer l'industrie des sables bitumineux au Canada tout en maintenant l'engagement du pays à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (49 %), mais moins susceptibles d'être d'avis que la transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone fournira aux Canadiens des emplois de qualité (56 %).

Les jeunes Canadiens âgés de 18 à 34 ans sont plus nombreux à être d'accord avec l'idée qu'une économie à faibles émissions de carbone fournira des emplois de qualité (69 %), qu'elle profitera aux communautés autochtones (56 %) et qu'elle permettra aux communautés qui dépendent d'industries à grande intensité carbonique de prospérer (56 %).

Priorités du gouvernement fédéral en matière de ressources naturelles

La majorité des Canadiens estiment qu'il est important pour le gouvernement fédéral d'appuyer les initiatives visant à faciliter la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, le tiers des répondants considérant chacune d'elles comme une « priorité absolue ».

Les répondants ont été invités à examiner trois types d'initiatives visant à faciliter la transition vers une économie à faibles émissions de carbone pour les Canadiens; une forte majorité d'entre eux estiment que ces mesures sont importantes. Environ une personne sur trois est d'avis que le gouvernement fédéral doit considérer comme une *priorité absolue* le fait d'aider les communautés qui dépendent d'industries à grande intensité carbonique à développer une économie plus diversifiée (35 %), le financement de programmes d'éducation et de développement des compétences afin de former des travailleurs pouvant profiter des occasions d'emplois offertes par une économie à faibles émissions de carbone (35 %) et la tenue de consultations sérieuses auprès des communautés autochtones sur les projets d'exploitation des ressources naturelles qui les concernent (33 %).

Les priorités du gouvernement fédéral

Initiative	Net : Priorité importante	Priorité absolue	Priorité importante, mais pas absolue	Pas une priorité	Incertains
Aider les communautés dépendantes d'industries qui produisent beaucoup de carbone à développer une économie plus diversifiée	83 %	35 %	48 %	11 %	5 %
Financer des programmes d'éducation et de développement des compétences afin de former des travailleurs pouvant profiter des occasions d'emplois offertes par une économie à faibles émissions de carbone	82 %	35 %	47 %	13 %	5 %
Mener des consultations sérieuses auprès des communautés autochtones sur les projets d'exploitation des ressources naturelles qui les concernent	77 %	33 %	44 %	17 %	5 %

Q10 À votre avis, dans quelle mesure le fait d'appuyer chacune des initiatives suivantes constitue-t-il une priorité pour le gouvernement du Canada?

Les résidents de la Saskatchewan sont beaucoup moins susceptibles que ceux des autres régions de trouver importante chacune de ces initiatives (74 %, 72 % et 73 %, respectivement).

Opinions concernant le projet d'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain

Les Canadiens sont davantage en accord avec l'idée que l'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain créera des débouchés économiques et des emplois qu'avec celle selon laquelle les revenus tirés de projet aideront à financer des initiatives d'énergie propre.

Les Canadiens conviennent largement que le projet d'expansion du pipeline Trans Mountain profitera à l'économie canadienne et créera des emplois (70 %). Le pourcentage de répondants qui croient que les revenus tirés du projet aideront à financer la transition du Canada vers des énergies propres est moins élevé, mais représente tout de même une majorité (54 %).

Appui à l'égard du projet d'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain

Énoncé	Net : En accord	Fortemen t en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertains
L'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain créera des débouchés économiques et des emplois de bonne qualité pour les Canadiens	70 %	27 %	43 %	14 %	8 %	8 %
Les revenus tirés de l'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain aideront à financer la transition du Canada vers des énergies propres	54 %	18 %	36 %	20 %	12 %	15 %

Q11 Le projet d'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain comprend la construction d'un second pipeline allant de l'Alberta à la Colombie-Britannique, ce qui accroîtrait la capacité du Canada d'acheminer du pétrole provenant des sables bitumineux vers les marchés. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Le pourcentage de répondants qui estiment que l'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain créera des débouchés économiques et permettra de financer la transition vers des énergies propres est plus élevé en Alberta (89 % et 75 %, respectivement), en Saskatchewan (84 % et 69 %) et au Manitoba (75 % et 63 %), tandis qu'il est beaucoup plus faible au Québec (52 % et 40 %). Les répondants âgés de 55 ans et plus sont plus nombreux à être en accord avec les deux énoncés (75 % et 59 %).

D. Minéraux et métaux critiques

Opinions à l'égard de l'exploitation des minéraux et des métaux critiques

Bien que la plupart des Canadiens soient d'accord pour dire que les minéraux et les métaux critiques sont essentiels à l'économie du pays et qu'ils jouent un rôle important dans la mise au point de technologies propres, ils demeurent incertains quant aux impacts non économiques de l'industrie minière.

Lorsqu'invités à indiquer leur niveau d'accord avec cinq énoncés portant sur l'exploitation des minéraux et des métaux critiques, les Canadiens s'entendent principalement pour dire que cette activité est essentielle à l'économie (78 %). La majorité des répondants estiment également que l'industrie fournit des emplois de qualité (73 %) et que les minéraux et métaux critiques sont essentiels au développement de technologies d'énergie propre (67 %). La moitié des Canadiens sont d'avis que le Canada a recours à des technologies et à des initiatives novatrices pour réduire l'impact environnemental de l'exploitation minière (49 %), tandis que quatre personnes sur dix considèrent que l'industrie est un employeur important dans les communautés autochtones (40 %).

Opinions à l'égard des minéraux critiques et des sources d'énergie renouvelable

Énoncé	Net : En accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertains
Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels à l'économie canadienne	78 %	31 %	46 %	7 %	2 %	13 %
L'industrie des minéraux fournit aux Canadiens des emplois de bonne qualité	73 %	24 %	49 %	9 %	2 %	17 %
Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels au développement de technologies d'énergie propre	67 %	23 %	45 %	8 %	2 %	23 %
Le Canada a recours à des technologies et initiatives propres pour réduire l'impact environnemental de l'exploitation minière	49 %	10 %	39 %	19 %	4 %	28 %
L'industrie des minéraux est un employeur important dans les communautés autochtones	40 %	10 %	30 %	15 %	4 %	41 %

Q12 Un grand nombre de sources d'énergie renouvelable requièrent des minéraux ou des métaux critiques comme le platine, le nickel, le cobalt et les éléments des terres rares. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Le pourcentage de répondants qui estiment que les minéraux et les métaux critiques sont essentiels au développement de technologies d'énergie propre est plus élevé en Alberta (75 %) et moins élevé au Québec (62 %). De la même façon, les Albertains sont les plus nombreux et les Québécois, les moins nombreux à être d'accord pour dire que le Canada a recours à des technologies et initiatives novatrices pour réduire l'impact environnemental de l'exploitation minière (56 % et 43 %, respectivement).

Le nombre de Canadiens qui croient que l'industrie des minéraux est un employeur important dans les communautés autochtones est beaucoup plus élevé en Saskatchewan (51 %) et plus faible dans les provinces de l'Atlantique (35 %).

Opinions à l'égard des minéraux critiques et des sources d'énergie renouvelable Accord net en fonction de la région

Énoncé	Canada	СВ.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	СВ.	Atl.
Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels à l'économie canadienne	78 %	78 %	82 %	80 %	83 %	78 %	73 %	82 %
L'industrie des minéraux fournit aux Canadiens des emplois de bonne qualité	73 %	72 %	76 %	83 %	72 %	72 %	71 %	78 %
Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels au développement de technologies d'énergie propre	67 %	70 %	75 %	66 %	70 %	67 %	62 %	70 %
Le Canada a recours à des technologies et initiatives propres pour réduire l'impact environnemental de l'exploitation minière	49 %	47 %	56 %	59 %	49 %	50 %	43 %	50 %
L'industrie des minéraux est un employeur important dans les communautés autochtones	40 %	42 %	43 %	51 %	41 %	39 %	37 %	35 %

Q12 Un grand nombre de sources d'énergie renouvelable requièrent des minéraux ou des métaux critiques comme le platine, le nickel, le cobalt et les éléments des terres rares. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

À l'échelle du pays, le fait d'être en accord avec tous les énoncés est beaucoup plus répandu chez les hommes, et beaucoup moins répandu chez les femmes et chez les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$. Les membres de ce dernier sous-groupe sont aussi beaucoup plus susceptibles de se dire incertains relativement à l'ensemble des énoncés.

Les Canadiens âgés de 18 à 34 ans sont beaucoup moins nombreux à être d'avis que les minéraux et les métaux critiques sont essentiels à l'économie canadienne (70 %) et que l'industrie des minéraux fournit aux Canadiens des emplois de bonne qualité (66 %).

Opinions à l'égard des minéraux critiques et des sources d'énergie renouvelable

Accord net en fonction du sexe et de l'âge

Énoncé	Canada	Femmes	Hommes	De 18 à 34 ans	De 35 à 54 ans	55 ans et plus
Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels à l'économie canadienne	78 %	71 %	85 %	70 %	76 %	85 %
L'industrie des minéraux fournit aux Canadiens des emplois de bonne qualité	73 %	65 %	81 %	66 %	73 %	77 %
Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels au développement de technologies d'énergie propre	67 %	59 %	76 %	66 %	63 %	72 %
Le Canada a recours à des technologies et initiatives propres pour réduire l'impact environnemental de l'exploitation minière	49 %	44 %	55 %	47 %	48 %	51 %
L'industrie des minéraux est un employeur important dans les communautés autochtones	40 %	33 %	46 %	39 %	39 %	40 %

Q12 Un grand nombre de sources d'énergie renouvelable requièrent des minéraux ou des métaux critiques comme le platine, le nickel, le cobalt et les éléments des terres rares. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

E. Forêts

Opinions relatives à l'industrie forestière canadienne

Presque la totalité de la population est d'avis que les forêts constituent une importante source de richesses pour le Canada. La majorité des Canadiens s'entendent également pour dire qu'il est important d'assurer une gestion durable des forêts et que le Canada est outillé pour le faire.

Les Canadiens accordent une grande valeur aux ressources forestières du pays, neuf personnes sur dix étant d'avis que les forêts constituent une grande richesse pour le Canada, apportant des avantages économiques, sociaux et environnementaux. Ils ont aussi une opinion largement favorable relativement à la certification indépendante des forêts du Canada par une tierce partie pour garantir leur gestion durable (71 %), à la mise en œuvre par le Canada de pratiques scientifiques visant à conserver et à protéger les forêts (60 %) et à la mise en place d'un système solide de réglementation, de surveillance et de contrôle des forêts (56 %). Les trois derniers énoncés suscitent toutefois davantage d'incertitude, puisqu'environ une personne sur cinq se dit incertaine à leur sujet.

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les forêts canadiennes

Énoncés sur les forêts	Net : En accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertains
Les forêts constituent une grande richesse pour le Canada, apportant un vaste éventail de bienfaits économiques, sociaux et environnementaux	90 %	49 %	41 %	5 %	1%	4 %
Une certification indépendante des forêts du Canada par une tierce partie est importante pour garantir qu'elles sont gérées de façon durable	71 %	28 %	43 %	9 %	3 %	16 %
Le Canada met en œuvre des pratiques scientifiques de gestion durable des forêts afin de conserver et de protéger ces dernières	60 %	14 %	46 %	15 %	4 %	21 %
Le Canada a mis en place un système solide de réglementation, de surveillance et de contrôle des forêts qui assure leur gestion durable dans tout le pays	56 %	13 %	43 %	20 %	6 %	18 %

Q13 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Le pourcentage de répondants qui sont d'avis que le Canada a mis en place un système solide de réglementation, de surveillance et de contrôle des forêts qui assure leur gestion durable dans tout le pays est plus élevé en Alberta (67 %) et moins élevé au Québec (48 %).

Priorités du gouvernement fédéral en matière de foresterie

La plupart des Canadiens accordent une certaine importance aux trois initiatives concernant l'industrie forestière présentées dans le cadre du sondage, la priorité absolue étant donnée à la reconstruction des forêts et au rétablissement de l'état naturel de la terre.

Plus de huit Canadiens sur dix (87 %) trouvent important pour le gouvernement du Canada d'appuyer la reconstruction des forêts en privilégiant une variété d'espacements et d'espèces afin de rétablir l'état naturel de la terre, dont près de la moitié (49 %) estimant que cette mesure devrait être une *priorité absolue*. De la même façon, plus de huit personnes sur dix (87 %) estiment nécessaire de protéger les arbres des infestations d'insectes, bien que le pourcentage de répondants qui en feraient une priorité absolue soit plus faible (43 %). L'expansion des forêts urbaines est perçue comme une initiative importante par huit personnes sur dix, dont plus du tiers (36 %) qui la considèrent comme une priorité absolue.

Les priorités du gouvernement fédéral

Initiative	Net : Priorité importante	Priorité absolue	Priorité importante, mais pas absolue	Pas une priorité	Incertains
Reconstruire les forêts en privilégiant une variété d'espacements et d'espèces afin de rétablir l'état naturel de la terre	87 %	49 %	38 %	9 %	4 %
Protéger les arbres des infestations d'insectes	87 %	43 %	44 %	9 %	4 %
Aider les villes à accroître leurs forêts urbaines et à les diversifier pour favoriser leur santé	81 %	36 %	45 %	15 %	4 %

Q14 À votre avis, dans quelle mesure le fait d'appuyer chacune des initiatives suivantes constitue-t-il une priorité pour le gouvernement du Canada?

Perceptions des bioproduits forestiers

Les Canadiens croient pour la plupart que les produits forestiers sont recyclables, qu'ils sont préférables aux plastiques à usage unique, qu'ils ont un impact environnemental moindre et qu'il vaut la peine de payer un peu plus pour se les procurer.

Les répondants se sont fait expliquer brièvement en quoi consistent les bioproduits forestiers avant d'être invités à indiquer leur niveau d'accord avec quatre énoncés sur le sujet. En général, le niveau d'accord est élevé pour chaque énoncé sur les bioproduits forestiers; toutefois, moins de la moitié des répondants sont *fortement en accord* avec chacun d'entre eux.

En tête de liste se trouve la notion que les produits forestiers peuvent être recyclés, avec quatre personnes sur dix (41 %) partageant fortement cet avis; un pourcentage semblable de répondants (38 %) sont fortement en accord avec le fait qu'il est préférable d'utiliser les produits forestiers que des plastiques à usage unique. Environ une personne sur quatre est fortement d'accord pour dire que ces produits ont un impact environnemental inférieur à celui des produits fabriqués avec des matériaux à base de combustibles fossiles (27 %) et qu'il vaut la peine de payer plus pour des produits forestiers (24 %).

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les bioproduits forestiers

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les bioproduits forestiers	Net : En accord	Fortement en accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	Fortement en désaccord	Incertains
Les produits forestiers peuvent être recyclés en de nouveaux produits et matériaux à la fin de leur vie	87 %	41 %	46 %	5 %	1 %	8 %
Il est préférable d'utiliser des produits forestiers à usage unique plutôt que des plastiques à usage unique	79 %	38 %	41 %	7 %	3 %	11 %
Les produits forestiers ont un impact environnemental inférieur à celui de produits comparables fabriqués avec des matériaux à base de combustibles fossiles	69 %	27 %	42 %	11 %	3 %	18 %
Il vaut la peine de payer plus pour des produits forestiers plutôt que pour des produits équivalents à base de combustibles fossiles	66 %	24 %	42 %	14 %	5 %	15 %

Q15 La biomasse forestière désigne toutes les parties de l'arbre, soit le tronc, l'écorce, les branches, les aiguilles, les feuilles et même les racines. La biomasse forestière est de plus en plus utilisée dans la fabrication d'une variété de bioproduits comme des produits chimiques, textiles et hygiéniques, ainsi que d'autres produits de bois d'ingénierie. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés sur ces types de produits forestiers?

Le pourcentage de Canadiens qui estiment que les produits forestiers ont un impact environnemental inférieur à celui de produits comparables fabriqués avec des matériaux à base de combustibles fossiles est beaucoup plus élevé en Colombie-Britannique (76 %) et plus faible en Alberta (60 %) et en Saskatchewan (62 %).

Un nombre plus élevé de Québécois (73 %) et moins élevé d'Albertains et de Saskatchewanais (47 % dans chacune de ces provinces) sont d'avis qu'il vaut la peine de payer plus pour des produits forestiers plutôt que pour des produits équivalents à base de combustibles fossiles.

F. Énergie nucléaire

Opinions à l'égard des petits réacteurs modulaires (PRM)

Le fait que les petits réacteurs modulaires constituent une source d'énergie propre, leurs caractéristiques leur permettant de s'éteindre lorsqu'ils ne sont pas activement contrôlés et leur utilisation de combustible recyclé provenant de réacteurs existants sont les aspects les plus susceptibles d'accroître l'appui des Canadiens aux PRM.

Les répondants se sont vu présenter une brève description des petits réacteurs modulaires (PRM), puis ont été invités à réfléchir à la façon dont leur appui à cette technologie est influencé par leurs principales caractéristiques. Trois aspects se démarquent pour leur capacité à accroître l'appui à l'égard des PRM au Canada : le fait qu'ils constituent une source d'énergie propre qui ne produit pas de gaz à effet de serre (70 %), qu'ils possèdent des caractéristiques de sécurité qui permettent de les éteindre lorsqu'ils ne sont pas activement contrôlés (69 %) et qu'ils utilisent du carburant recyclé provenant de réacteurs existants (66 %).

Le pourcentage de répondants qui indiquent être plus favorables à cette technologie en sachant que les PRM peuvent être utilisés dans des endroits où les plus grands réacteurs ne sont pas envisageables (56 %) et que leur conception est portative et évolutive (55 %) est plus faible, mais représente toute de même une majorité. L'existence d'installations permanentes pour l'entreposage des déchets nucléaires augmente l'appui de près de la moitié (49 %) des Canadiens.

Influence des énoncés sur les PRM

Énoncés sur les PRM	Net : Accroît	Accroît beaucoup	Accroît un peu	Ne fait aucune différence	Diminue un peu	Diminue beaucoup	Incertains
Le fait de savoir qu'il s'agit d'une source d'énergie propre qui ne produit pas de gaz à effet de serre	70 %	35 %	35 %	14 %	3 %	2 %	12 %
Des caractéristiques de sécurité qui permettent à la machine de s'éteindre sans danger, même lorsqu'elle n'est pas activement contrôlée	69 %	35 %	34 %	13 %	3 %	2 %	13 %
L'utilisation de combustible recyclé de réacteurs nucléaires existants plutôt que d'uranium traditionnel, ce qui permet de réduire le volume final de déchets générés	66 %	31 %	35 %	12 %	3 %	2 %	17 %
Leur utilisation dans des endroits où de plus grands réacteurs nucléaires ne sont pas envisageables	56 %	22 %	34 %	19 %	4 %	3 %	19 %
Une conception modulaire portable et évolutive	55 %	22 %	34 %	19 %	4 %	3 %	19 %
L'existence d'installations permanentes pour l'entreposage des déchets nucléaires	49 %	21 %	28 %	19 %	7 %	6 %	19 %

Q16 Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des technologies en pleine émergence dans le domaine de l'énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde. Les PRM proposent des mesures de sûreté accrues et une empreinte réduite et produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels. Dans quelle mesure chacun des éléments suivants a-t-il pour effet d'accroître ou de diminuer votre appui aux petits réacteurs nucléaires au Canada?

Les résidents du Québec sont beaucoup moins nombreux à avoir une réaction favorable à l'ensemble des énoncés.

Influence des énoncés sur les PRM

Augmentation nette de l'appui en fonction de la région

Énoncés sur les PRM	Canada	CB.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	Atl.
Le fait de savoir qu'il s'agit d'une source d'énergie propre qui ne produit pas de gaz à effet de serre	70 %	73 %	68 %	71 %	76 %	74 %	59 %	74 %
Des caractéristiques de sécurité qui permettent à la machine de s'éteindre sans danger, même lorsqu'elle n'est pas activement contrôlée	69 %	73 %	74 %	71 %	76 %	76 %	53 %	73 %
L'utilisation de combustible recyclé de réacteurs nucléaires existants plutôt que d'uranium traditionnel, ce qui permet de réduire le volume final de déchets générés	66 %	67 %	69 %	66 %	74 %	74 %	52 %	66 %
Leur utilisation dans des endroits où de plus grands réacteurs nucléaires ne sont pas envisageables	56 %	59 %	60 %	62 %	61 %	61 %	41 %	58 %
Une conception modulaire portable et évolutive	55 %	54 %	59 %	62 %	59 %	63 %	40 %	63 %
L'existence d'installations permanentes pour l'entreposage des déchets nucléaires	49 %	45 %	49 %	53 %	50 %	55 %	41 %	50 %

Q16 Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des technologies en pleine émergence dans le domaine de l'énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde. Les PRM proposent des mesures de sûreté accrues et une empreinte réduite et produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels. Dans quelle mesure chacun des éléments suivants a-t-il pour effet d'accroître ou de diminuer votre appui aux petits réacteurs nucléaires au Canada?

Les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ sont beaucoup moins susceptibles d'indiquer que les énoncés augmentent leur appui, tandis que ceux dont le revenu est de 150 000 \$ ou plus sont plus susceptibles de dire que tous les énoncés ont une influence positive sur leur opinion à l'égard des petits réacteurs modulaires.

Influence des énoncés sur les PRM

Augmentation nette de l'appui en fonction du revenu et du sexe

Énoncés sur les PRM	Canada	Moins de 40 k\$	40 k\$ à < 80 k\$	80 k\$ à <100 k\$	100 k\$ à <150 k\$	150 k\$ et plus	Femmes	Hommes
Le fait de savoir qu'il s'agit d'une source d'énergie propre qui ne produit pas de gaz à effet de serre	70 %	60 %	69 %	76 %	72 %	75 %	67 %	73 %
Des caractéristiques de sécurité qui permettent à la machine de s'éteindre sans danger, même lorsqu'elle n'est pas activement contrôlée	69 %	63 %	68 %	71 %	72 %	76 %	65 %	73 %
L'utilisation de combustible recyclé de réacteurs nucléaires existants plutôt que d'uranium traditionnel, ce qui permet de réduire le volume final de déchets générés	66 %	61 %	66 %	69 %	70 %	72 %	63 %	71 %
Leur utilisation dans des endroits où de plus grands réacteurs nucléaires ne sont pas envisageables	56 %	49 %	54 %	63 %	62 %	63 %	50 %	61 %
Une conception modulaire portable et évolutive	55 %	45 %	54 %	61 %	60 %	63 %	48 %	63 %
L'existence d'installations permanentes pour l'entreposage des déchets nucléaires	49 %	42 %	50 %	52 %	51 %	56 %	42 %	56 %

Q16 Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des technologies en pleine émergence dans le domaine de l'énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde. Les PRM proposent des mesures de sûreté accrues et une empreinte réduite et produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels. Dans quelle mesure chacun des éléments suivants a-t-il pour effet d'accroître ou de diminuer votre appui aux petits réacteurs nucléaires au Canada?

G. Efficacité énergétique

Impact perçu de la transition vers d'autres sources de combustible

Les Canadiens sont d'avis que le passage aux combustibles à faible teneur en carbone pour les véhicules et les processus de chauffage industriels aura une plus grande incidence sur la réduction des effets des changements climatiques qu'une telle transition pour les véhicules personnels et les processus de chauffage domestiques.

Près de huit personnes sur dix sont d'avis que de faire passer les processus de chauffage (79 %) et les véhicules industriels et commerciaux (79 %) à des combustibles à faible teneur en carbone permettra de réduire les effets des changements climatiques, dont près de la moitié d'entre eux qui estiment qu'une telle mesure aura un *impact important*. Une plus faible majorité estime que la transition des véhicules personnels (72 %) et du chauffage domestique (67 %) aura un impact sur les changements climatiques.

Impact perçu de la transition vers d'autres sources de combustible

Type de transition	Net : Impact	Impact important	Impact modéré	Impact Iimité	Aucun impact	Incertains
Les véhicules industriels et commerciaux	79 %	48 %	30 %	13 %	4 %	4 %
Les processus de chauffage industriels ou commerciaux	79 %	45 %	34 %	12 %	3 %	6 %
Les véhicules personnels	72 %	39 %	33 %	20 %	5 %	3 %
Les processus de chauffage domestiques	67 %	26 %	42 %	23 %	5 %	5 %

Q17 À votre avis, quel sera l'impact de la transition de chacun de ces éléments vers l'électricité ou des combustibles à faible teneur en carbone dans la réduction des effets des changements climatiques?

Les résidents de l'Alberta et de la Saskatchewan sont les moins susceptibles de penser que de tels changements auront un impact important sur les changements climatiques. Les Québécois, en revanche, sont les plus susceptibles de croire que les quatre mesures auront un impact important.

Le fait de changer les sources de combustible des véhicules personnels (74 %) et industriels et commerciaux (73 %) ainsi que des processus de chauffage industriels et commerciaux (67 %) est moins susceptible d'être perçu comme ayant un impact important au sein des communautés rurales.

Impact perçu de la transition vers d'autres sources de combustible

Impact net en fonction de la région

Type de transition	Canada	СВ.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	Atl.
Les véhicules industriels et commerciaux	79 %	81 %	65 %	60 %	81 %	80 %	84 %	80 %
Les processus de chauffage industriels ou commerciaux	79 %	82 %	67 %	65 %	81 %	79 %	82 %	83 %
Les véhicules personnels	72 %	75 %	56 %	53 %	75 %	74 %	77 %	70 %
Les processus de chauffage domestiques	67 %	70 %	56 %	55 %	75 %	67 %	72 %	72 %

Q17 À votre avis, quel sera l'impact de la transition de chacun de ces éléments vers l'électricité ou des combustibles à faible teneur en carbone dans la réduction des effets des changements climatiques?

Impact perçu de l'augmentation de l'efficacité énergétique

Les Canadiens croient qu'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments industriels et commerciaux aura davantage d'impact sur les changements climatiques qu'augmenter celle des habitations multifamiliales ou unifamiliales.

Les Canadiens ont été questionnés sur l'impact qu'aurait l'augmentation de l'efficacité énergétique de différents types de bâtiments sur les changements climatiques. Bien qu'ils croient généralement qu'il sera avantageux dans le contexte des changements climatiques d'accroître l'efficacité énergétique des trois types de bâtiments, les répondants sont plus susceptibles de considérer que les changements aux bâtiments industriels et commerciaux auront un impact (84 %), comparativement aux appartements (73 %) ou aux habitations unifamiliales (67 %). Ces constatations, combinées avec les réponses obtenues à la question précédente sur les sources de combustibles, viennent confirmer les résultats de la phase qualitative, durant laquelle les participants étaient d'avis qu'ils apportent déjà les changements qui sont à leur portée à la maison et que l'industrie doit jouer un plus grand rôle dans la lutte contre les changements climatiques.

Impact perçu de l'augmentation de l'efficacité énergétique

Type de bâtiments	Net : Impact	Impact important	Impact modéré	Impact limité	Aucun impact	Incertains
Les bâtiments industriels et commerciaux	84 %	52 %	32 %	10 %	3 %	3 %
Les appartements et immeubles en copropriété multifamiliaux	73 %	33 %	40 %	19 %	4 %	3 %
Les habitations unifamiliales	67 %	24 %	43 %	26 %	4 %	3 %

Q18 À votre avis, quel sera l'impact de l'augmentation de l'efficacité énergétique de chacun de ces éléments sur les changements climatiques?

Les résidents de l'Alberta et de la Saskatchewan sont les moins susceptibles de croire que l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments industriels et commerciaux (78 % et 72 %, respectivement), des immeubles multifamiliaux d'appartements et de logements en copropriété (67 % et 63 %) et des habitations unifamiliales (60 % et 58 %) aura un impact sur les changements climatiques, ce qui concorde avec leur opinion à l'égard des nouvelles sources de combustibles.

Facteurs décisionnels dans l'achat de nouveaux pneus

La performance en matière de sécurité est le critère qui influence le plus la décision d'acheter de nouveaux pneus, suivie par le prix. Le rendement du carburant, l'usure de la bande de roulement et la performance relative au bruit de la route tendent à jouer un rôle limité dans cette décision.

Les Canadiens qui possèdent un véhicule devaient évaluer l'importance de six critères dans leur choix de nouveaux pneus, en attribuant un « 1 » au facteur le plus important et un « 6 » au moins important. Au moment d'acheter de nouveaux pneus, la performance en matière de sécurité est le critère qui influence le plus la décision (51 %), suivie par le prix (29 %), le rendement du carburant (11 %) et l'usure de la bande de roulement (6 %). Peu de répondants ont indiqué que leur choix de nouveaux pneus reposait principalement sur la performance relative au bruit de la route (2 %) ou sur la cote de température (1 %).

Facteurs décisionnels dans l'achat de nouveaux pneus

SOUS-GROUPE: Répondants qui possèdent un véhicule et qui en assurent l'entretien (n = 2 982)

Facteur	1 = Facteur qui influence le plus la décision	2	3	4	5	6 = Facteur qui influence le moins la décision	Deux notes les plus élevées (1 ou 2)
Performance en matière de sécurité	51 %	22 %	17 %	5 %	3 %	2 %	73 %
Prix	29 %	26 %	18 %	12 %	8 %	7 %	55 %
Rendement du carburant	11 %	21 %	22 %	23 %	15 %	8 %	32 %
Usure de la bande de roulement	6 %	19 %	26 %	23 %	17 %	9 %	27 %
Performance relative au bruit de la route	2 %	8 %	12 %	21 %	26 %	31 %	10 %
Cote de température	1 %	4 %	6 %	14 %	31 %	44 %	5 %

Q20 Veuillez penser aux moments où vous choisissez un modèle de pneus de remplacement pour votre véhicule et classer en ordre les critères suivants à l'aide d'une échelle de 1 à 6, où 1 désigne le critère qui influence **le plus** votre décision et 6, celui qui l'influence **le moins**. SOUS-GROUPE : Répondants qui possèdent un véhicule et qui en assurent l'entretien (n = 2 982)

Les répondants dont le revenu est supérieur à 150 000 \$ (64 %), qui sont âgés de 55 ans et plus (57 %) ou qui résident en Alberta (56 %) sont plus susceptibles de classer la performance en matière de sécurité au premier rang. En revanche, ce critère est moins souvent une priorité pour les répondants ayant poursuivi des études secondaires ou moins (44 %) ou dont le revenu du ménage est de 40 000 \$ ou moins (42 %) ainsi que pour les résidents de la Saskatchewan (44 %) ou des provinces de l'Atlantique (41 %).

Le prix est le critère le plus important pour les personnes âgées de 18 à 54 ans (34 %), qui ont poursuivi des études secondaires ou moins (34 %) ou qui gagnent moins de 40 000 \$ (37 %) ainsi que pour les résidents de la Saskatchewan (38 %) ou des provinces de l'Atlantique (36 %). Il est moins souvent choisi comme critère le plus important par les répondants âgés de 55 ans et plus (22 %) et par ceux dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (20 %).

Le rendement du carburant est plus souvent classé au premier ou au deuxième rang en Ontario (37 %) et moins souvent au Québec (25 %). Les titulaires d'un diplôme d'études supérieures (37 %) sont aussi plus susceptibles de choisir le rendement du carburant comme l'un des deux critères les plus importants.

H. Changements climatiques

Efficacité perçue des arguments pour la transition vers une économie à faibles émissions de carbone

Les Canadiens sont d'avis que de laisser un environnement sain aux générations futures et d'assurer l'autonomie du pays sont les arguments les plus convaincants pour une économie à faibles émissions de carbone.

Les répondants se sont vu présenter une liste d'arguments pour la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, puis ont été invités à évaluer l'efficacité de chacun d'eux. Les Canadiens sont généralement favorables à chaque argument, la majorité les considérant comme *très* ou *plutôt solides*; le niveau d'efficacité varie toutefois d'un argument à l'autre.

Le fait de laisser un environnement sain à la prochaine génération (51 %) est l'argument jugé le plus solide, suivi par l'autosuffisance énergétique du Canada (49 %) et par l'évitement des conséquences des changements climatiques (48 %). L'amélioration de la santé (45 %) est aussi jugée efficace, plus de quatre personnes sur dix qualifiant cet argument de très

solide. Les arguments concernant les avantages économiques et les relations internationales sont en revanche beaucoup moins convaincants.

Efficacité perçue des arguments pour la transition vers une économie à faibles émissions de carbone

Argument	Net : Solide	Très solide	Plutôt solide	Plutôt faible	Très faible	Incertains
Pour laisser un environnement sain à la prochaine génération (n = 1 778)	83 %	51 %	32 %	10 %	4 %	3 %
Pour faire en sorte que le Canada soit plus autosuffisant en énergie et n'ait pas à se fier à d'autres pays (n = 1 782)	81 %	49 %	32 %	10 %	5 %	4 %
Pour améliorer la santé des Canadiens en favorisant l'assainissement de l'air (n = 1 775)	79 %	45 %	34 %	13 %	5 %	3 %
Pour éviter les conséquences des changements climatiques (p. ex., les catastrophes naturelles) (n = 1 776)	77 %	48 %	29 %	13 %	7 %	4 %
Pour créer des emplois et favoriser les carrières dans les secteurs à faibles émissions de carbone (n = 1 782)	70 %	26 %	44 %	17 %	6 %	7 %
Pour les avantages économiques qu'apporte le fait d'être un chef de file dans ces secteurs émergents (n = 1 776)	64 %	21 %	43 %	20 %	8 %	9 %
Pour remplir les obligations internationales du Canada (n = 1 778)	61 %	20 %	41 %	23 %	11 %	5 %
Pour améliorer la réputation internationale du Canada (n = 1 777)	56 %	17 %	39 %	27 %	13 %	4 %

Q21 Dans quelle mesure chacun des arguments suivants pour une transition vers une économie à faibles émissions de carbone et le développement de plus de sources d'énergie renouvelable au Canada est-il solide ou faible? Échantillon fractionné; la taille des échantillons pour chaque énoncé est précisée dans le tableau.

Des écarts importants ont pu être observés entre les sous-groupes pour chaque énoncé.

- Pour laisser un environnement sain à la prochaine génération: Les répondants les plus susceptibles de trouver cet argument très solide sont les femmes (57 %), les Canadiens plus jeunes âgés de 18 à 34 ans (57 %) et les résidents des provinces de l'Atlantique (57 %). En revanche, les hommes (45 %) ainsi que les résidents de l'Alberta (44 %) et de la Saskatchewan (41 %) sont beaucoup moins nombreux que les membres des autres sous-groupes à être de cet avis.
- Pour faire en sorte que le Canada soit plus autosuffisant en énergie: Les Canadiens âgés de 55 ans et plus (54 %) et les résidents des provinces de l'Atlantique (55 %) sont les plus susceptibles de trouver cet argument très solide. Les résidents de l'Alberta (43 %), de la Saskatchewan (39 %) et du Québec (41 %) de même que les Canadiens âgés de 18 à 34 ans (43 %) sont quant à eux beaucoup moins susceptibles de trouver cet argument très convaincant.
- Pour éviter les conséquences des changements climatiques : Les résidents du Manitoba (61 %) et de l'Ontario (54 %), les femmes (54 %) et les personnes âgées de 18 à 34 ans (53 %) sont les plus susceptibles de trouver cet argument

très solide. En revanche, les hommes (43 %) ainsi que les résidents du Québec (42 %), de la Saskatchewan (38 %) et de l'Alberta (34 %) sont beaucoup moins nombreux que les membres des autres sous-groupes à être de cet avis.

- Pour améliorer la santé des Canadiens en favorisant l'assainissement de l'air : Les Ontariens (52 %) et les femmes (51 %) sont les plus susceptibles de trouver cet argument très solide. Les résidents du Québec (39 %), de la Saskatchewan (37 %) et de l'Alberta (33 %) de même que les hommes (39 %) sont quant à eux beaucoup moins susceptibles de trouver cet argument très convaincant.
- Pour créer des emplois et favoriser les carrières dans les secteurs à faibles émissions de carbone : Les résidents du Manitoba (34 %), de l'Alberta (32 %) et des provinces de l'Atlantique (31 %) sont les plus susceptibles de trouver cet argument très solide. Ceux du Québec (18 %) et de la Saskatchewan (17 %) sont quant à eux beaucoup moins susceptibles de trouver cet argument très solide.
- Pour les avantages économiques qu'apporte le fait d'être un chef de file dans ces secteurs émergents : Aucune différence majeure n'a été observée d'une région à l'autre, à l'exception de l'Alberta (15 %) et du Québec (13 %), où les résidents sont beaucoup moins susceptibles de trouver cet argument très solide.
- Pour remplir les obligations internationales du Canada et pour améliorer sa réputation internationale : Les Canadiens ne trouvent pas ces arguments aussi convaincants que les autres options. Dans les sous-groupes qui les considèrent comme très solides, la taille des échantillons est trop petite pour permettre une comparaison significative en fonction de la région.

Effets les plus préoccupants des changements climatiques

Les Canadiens s'inquiètent davantage de l'effet qu'auront les changements climatiques sur la qualité de l'air et sur la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes. Les feux de forêt, les inondations et les dommages matériels sont aussi préoccupants, mais dans une moindre mesure.

Huit Canadiens sur dix se disent préoccupés par l'effet qu'auront les changements climatiques sur la qualité de l'air (82 %) et les phénomènes météorologiques extrêmes (81 %). Sept personnes sur dix manifestent leur inquiétude quant aux feux de forêt (77 %), aux inondations (74 %) et aux pertes et dommages matériels (71 %).

Effets les plus préoccupants des changements climatiques

Effets potentiels des changements climatiques	Net : Préoccupés	Très préoccupés	Plutôt préoccupés	Pas très préoccupés	Pas du tout préoccupés	Incertains
Plus grande pollution de l'air/moins bonne qualité de l'air	82 %	48 %	34 %	12 %	5 %	1%
Plus de phénomènes météorologiques extrêmes/imprévisibles	81 %	46 %	35 %	12 %	5 %	1 %
Plus de feux de forêt	77 %	43 %	34 %	15 %	7 %	1 %
Plus d'inondations/d'inondations graves	74 %	37 %	37 %	17 %	7 %	2 %
Plus de dommages aux propriétés ou de pertes de propriétés	71 %	28 %	43 %	21 %	6 %	2 %

Q22 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par la possibilité que chacun de ces effets des changements climatiques soit ressenti dans votre communauté au cours des 30 prochaines années?

Les résidents de l'Alberta et de la Saskatchewan sont beaucoup moins nombreux que ceux des autres régions à se dire très préoccupés par l'un ou l'autre des effets des changements climatiques énumérés.

Les Ontariens (54 %) sont beaucoup plus susceptibles de s'inquiéter de la qualité de l'air.

Les phénomènes météorologiques extrêmes ou imprévisibles inquiètent davantage les résidents de l'Ontario (54 %) et des provinces de l'Atlantique (52 %).

Le pourcentage de répondants qui sont très préoccupés par les feux de forêt est plus élevé en Colombie-Britannique (58 %).

Les pertes ou les dommages matériels inquiètent plus fortement les résidents du Canada atlantique (35 %).

Effets les plus préoccupants des changements climatiques

Niveau de préoccupation en fonction de la région

Effets potentiels des changements climatiques	Canada	СВ.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	Atl.
Plus grande pollution de l'air/moins bonne qualité de l'air	82 %	83 %	69 %	63 %	80 %	84 %	88 %	78 %
Plus de phénomènes météorologiques extrêmes/imprévisibles	81 %	82 %	71 %	66 %	82 %	84 %	84 %	83 %
Plus de feux de forêt	77 %	89 %	72 %	63 %	75 %	73 %	80 %	76 %
Plus d'inondations/d'inondati ons graves	74 %	74 %	63 %	60 %	76 %	73 %	81 %	77 %
Plus de dommages aux propriétés ou de pertes de propriétés	71 %	69 %	63 %	63 %	69 %	73 %	71 %	75 %

Q22 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par la possibilité que chacun de ces effets des changements climatiques soit ressenti dans votre communauté au cours des 30 prochaines années?

Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative

Du 19 octobre au 4 novembre 2020, Environics Research a tenu une série de 20 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale du Canada.

Composition des groupes

Deux séances ont eu lieu dans chacune des villes suivantes : Toronto, Calgary, Vancouver, Montréal, Fredericton, Kitimat, Pincher Creek, Pickering, Baie-Comeau et Amherst. Dans chacune de ces communautés, une séance a été tenue auprès de Canadiens à faible revenu, et une autre auprès de Canadiens à revenu plus élevé. Seize de ces séances se sont déroulées en anglais et quatre en français. Les séances ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Composition du groupe
19 octobre, 17 h 30, HE	Faible revenu – Toronto
19 octobre, 19 h 30, HE	Revenu élevé – Toronto
20 octobre, 19 h 30, HE	Faible revenu – Calgary
20 octobre, 21 h 30, HE	Revenu élevé – Calgary
22 octobre, 15 h 30, HE	Faible revenu – Fredericton
22 octobre, 17 h 30, HE	Revenu élevé – Fredericton
24 octobre, 12 h, HE	Faible revenu – Pincher Creek
24 octobre, 14 h, HE	Revenu élevé – Pincher Creek
26 octobre, 17 h 30, HE	Faible revenu – Pickering
26 octobre, 19 h 30, HE	Faible revenu – Vancouver
27 octobre, 17 h 30, HE	Revenu élevé – Pickering
27 octobre, 19 h 30, HE	Revenu élevé – Vancouver
29 octobre, 17 h 30, HE	Faible revenu – Montréal
29 octobre, 19 h 30, HE	Revenu élevé – Montréal
2 novembre, 17 h 30, HE	Faible revenu – Amherst
2 novembre, 19 h 30, HE	Faible revenu – Kitimat
3 novembre, 17 h 30, HE	Faible revenu – Baie-Comeau
3 novembre, 19 h 30, HE	Revenu élevé – Baie-Comeau
4 novembre, 17 h 30, HE	Revenu élevé – Amherst
4 novembre, 19 h 30, HE	Revenu élevé – Kitimat

Chaque séance a duré environ 90 minutes, et les groupes étaient formés de quatre à sept participants (sur les sept à neuf personnes recrutées pour chacun).

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Ressources naturelles Canada à des fins de vérification avant d'en régler les derniers détails. Les participants ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente, en fonction du revenu de leur ménage. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de sexes, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes. Ils ont de plus été choisis en raison de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation

récente à une séance de discussion en groupe). Tous les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Le recrutement s'avère parfois difficile dans les communautés plus petites, et les participants sont généralement sélectionnés au moyen d'un panel en ligne. Environics s'est servie de Facebook pour trouver des participants intéressés à Kitimat, à Pincher Creek, à Pickering, à Baie-Comeau et à Amherst. La liste a ensuite été transmise à l'équipe de recrutement afin de confirmer l'admissibilité.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente. Les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et se sont vu garantir l'anonymat.

Animation

Trois chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances. Ils sont présentés ci-dessous.

- Rick Nadeau, associé principal, a animé les séances du 29 octobre et du 3 novembre.
- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé les séances des 19, 20, 22 et 24 octobre.
- Jodi Shanoff, vice-présidente d'Environics, a animé les séances des 26 et 27 octobre et des 2 et 4 novembre.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative

La phase quantitative de la présente recherche consistait en un sondage en ligne mené auprès de 3 457 Canadiens adultes. Les répondants au sondage ont été sélectionnés à partir d'une liste de membres inscrits à un panel en ligne. Puisque les échantillons utilisés dans les enquêtes par panel en ligne sont basés sur le libre choix et non sur un échantillon probabiliste aléatoire, aucune estimation formelle de l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée. Les sondages en ligne peuvent néanmoins être utilisés auprès de la population générale, pour autant qu'ils soient conçus adéquatement et qu'ils fassent appel à un panel bien géré comptant un grand nombre de personnes.

Conception de l'échantillon, pondération et profil des répondants

Environics Research a mené ce sondage en ligne du 17 décembre 2020 au 5 janvier 2021. La méthode d'échantillonnage utilisée a été conçue de manière à mener des entrevues auprès d'au moins 3 400 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Les quotas ont été établis en fonction de l'âge, du sexe et de la région de résidence des répondants.

La répartition suivante a été obtenue pour le sondage :

Variable	% de la population	Cible (quota)	% de l'échantillon	Échantillon réel non pondéré	Échantillon réel pondéré*	Marge d'erreur
Province/territoire	·					
Terre-Neuve-et-Labrador	4 %	135	2 %	69	52	± 11,8 %
Nouvelle-Écosse	4 %	140	7 %	258	93	± 6,1 %
Île-du-Prince-Édouard	2 %	75	1 %	36	14	± 16,3 %
Nouveau-Brunswick	4 %	135	4 %	130	76	± 8,6 %
Québec	22 %	750	21 %	738	809	± 3,6 %
Ontario	24 %	800	24 %	822	1 324	± 3,4 %
Manitoba	5 %	180	7 %	224	121	± 6,6 %
Saskatchewan	5 %	180	4 %	146	104	± 8,1 %
Alberta	14 %	475	14 %	492	387	± 4,4 %
Colombie-Britannique	15 %	500	15 %	513	467	± 4,3 %
Territoires	1 %	30	1 %	29	9	± 18,19 %
CANADA	100 %	3 400	100 %	3 457	3 457	± 1,7 %
Âge	·					
18 à 34 ans	27 %	918	27 %	845	933	± 3,4 %
35 à 54 ans	34 %	1 156	34 %	1 269	1 175	± 2,8 %
55 ans et plus	39 %	1 326	39 %	1 343	1 348	± 2,7 %
Sexe						
Hommes	49 %	1 666	49 %	1 714	1 694	± 2,4 %
Femmes	51 %	1 734	51 %	1 729	1 747	± 2,4 %

^{*} Les résultats sont pondérés par région, sexe et âge conformément aux données de recensement de 2016.

Le tableau suivant présente la répartition pondérée des participants au sondage, en fonction de variables précises.

Variable	Échantillon total %	% de la population					
Niveau de scolarité $^{\alpha}$							
Études secondaires ou moins	16	35					
Apprentissage enregistré, collège, études universitaires en partie	33	36					
Diplôme d'études universitaires ou supérieures	50	29					
Situation d'emploi ^a							
Travailleurs à temps plein ou travailleurs autonomes	53	50					
Travailleurs à temps partiel	7	11					
Pas dans la population active (y compris à la retraite)	39	35					
Revenu annuel total du ménage+							
Moins de 40 000 \$	16	17					
De 40 000 \$ à moins de 80 000 \$	31	30					
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	14	13					
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	23	22					
150 000 \$ et plus	16	18					
Langue du sondage/langue officielle							
Anglais	80	85					
Français	20	15					

Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage et ont été modifiées pour correspondre à ce dernier. Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans et, en ce qui a trait à l'emploi, les Canadiens âgés de 15 ans et plus.

Conception du questionnaire

Ressources naturelles Canada a fourni à Environics les sujets souhaités et les questions qui répondent aux objectifs de la recherche. Environics a ensuite élaboré un questionnaire intégrant ces questions, s'appuyant sur les pratiques exemplaires en matière de conception de questions, surtout en ce qui concerne les sondages en ligne. Une fois le questionnaire en anglais approuvé, Environics a fait appel à des traducteurs professionnels pour le traduire en français.

Les analystes de données d'Environics ont programmé les questionnaires avant de soumettre ceux-ci à des tests approfondis afin d'assurer l'exactitude de l'organisation et de la collecte des données. Cette validation a permis de garantir que le processus de saisie des données était conforme à la logique de base des sondages. Le système de collecte de données a pris en charge les invitations, les quotas et les réponses aux questionnaires (l'enchaînement des questions et les intervalles valides).

Avant de régler les derniers détails du sondage pour que celui-ci puisse être utilisé sur le terrain, une préenquête (prélancement) a été menée en anglais et en français. La préenquête a permis d'évaluer les questionnaires en ce qui a trait à la formulation et à l'enchaînement des questions, à la réactivité des répondants à des questions précises et au sondage dans son ensemble, mais aussi de déterminer la durée du sondage. Des questions préliminaires standards du gouvernement du Canada ont également été posées. Puisqu'aucun changement ne s'est avéré nécessaire après la préenquête, les n = 121 réponses (83 en anglais et 38 en français) ont été prises en compte dans l'ensemble de données définitif.

Le questionnaire final de l'étude se trouve à l'annexe D.

⁺ Pourcentages établis en fonction des personnes ayant fourni une réponse.

Travail sur le terrain

Le sondage a été effectué par Environics dans un environnement de sondage Web sécurisé doté de toutes les fonctions requises. Les entrevues ont duré en moyenne 10,2 minutes.

Tous les répondants ont eu la possibilité de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix. L'ensemble du travail de recherche a été effectué en conformité avec les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada — Sondages en ligne et les normes reconnues par le secteur, de même qu'avec les lois fédérales applicables (Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, ou LPRPDE).

Une fois recueillies, les données tirées du sondage ont été pondérées de façon à ce que l'échantillon soit représentatif de la population canadienne en fonction des plus récentes données de recensement disponibles.

Taux de réponse

Les taux de réponse sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Répartition des communications

Répartition		N
Nombre total d'invitations	(c)	30 978
Nombre total de sondages terminés	(d)	3 457
Répondants admissibles, mais qui ont abandonné	(e)	893
Répondants non admissibles	(f)	885
Aucune réponse	(g)	24 909
Quotas atteints	(h)	834
Taux de contact = (d+e+f+h)/c		20 %
Taux de participation = (d+f+h)/c		17 %

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente le profil de l'échantillon final (non pondéré), comparativement à la population réelle du Canada (d'après les données du recensement de 2016). Comme c'est le cas pour la plupart des sondages, les échantillons finaux sous-représentent les personnes détenant un diplôme d'études secondaires ou moins, ce qui est une caractéristique courante des sondages d'opinion publique menés au Canada (c'est-à-dire que les personnes plus éduquées sont plus susceptibles de répondre à ce type de sondages).

Analyse du biais de non-réponse

Type d'échantillon	Échantillon*	Au Canada (recensement de 2016)	
Sexe (18 ans et plus)			
Hommes	50 %	49 %	
Femmes	50 %	51 %	
Âge			
18 à 34 ans	24 %	27 %	
35 à 54 ans	37 %	34 %	
55 ans et plus	39 %	39 %	
Niveau de scolarité $^{\alpha}$			
Diplôme d'études secondaires ou moins	17 %	35 %	
École de métiers, études collégiales ou postsecondaires (sans diplôme)	35 %	36 %	
Diplôme universitaire	49 %	29 %	

^{*} Les données ne sont pas pondérées et les pourcentages sont établis en fonction des personnes ayant répondu à chacune des questions démographiques.

a Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage et ont été recalculées pour correspondre à ce dernier.

Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans.

Annexe C: Instruments de la recherche qualitative

20 octobre 2020

Environics Research Group Ltée

Groupes de discussion en ligne sur les ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone **Ressources naturelles Canada**

Projet nº 10917 Guide de discussion

Présentation de la procédure (10 minutes) 1.

Bonsoir à tous. Je m'appelle [NOM] et je travaille pour Environics Research Group, une société de recherche sur l'opinion publique. Bienvenue à cette séance de discussion en ligne. Elle s'inscrit dans une série de séances de discussion en ligne que nous menons auprès de Canadiens d'un bout à l'autre du pays pour le compte du gouvernement du Canada.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord avec les autres participants. Même si vous êtes la seule personne sur sept à adopter un certain point de vue, vous pourriez représenter des milliers de personnes dans votre communauté qui sont du même avis que vous. Vous n'avez pas à m'adresser tous vos commentaires; vous pouvez aussi échanger des idées et des arguments entre vous. Sachez également que notre discussion est enregistrée pour m'aider à rédiger mon rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera divulgué à aucun tiers. De plus, quelques observateurs assisteront à la séance; ces personnes font partie de l'équipe de recherche. J'aimerais également vous rappeler que tout ce que vous direz ici demeurera confidentiel et anonyme et qu'aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

ANIMATEUR, LANCER L'ENREGISTREMENT À PARTIR DE L'APPLICATION ZOOM.

Je suis convaincu que vous avez tous eu l'occasion de vous familiariser avec l'application Zoom – surtout dans les derniers mois! Nous échangerons principalement par vidéo, mais nous utiliserons également la fonction « Chat » de temps à autre. Avant de commencer, j'invite chacun de vous à faire défiler votre écran pour faire apparaître la barre d'outils au bas de l'application. Vous y trouverez une fonction intitulée « Chat ». Veuillez cliquer sur ce bouton maintenant; une fenêtre devrait s'ouvrir à la droite de votre écran. Vous pouvez utiliser cette fonction tout au long de notre discussion ce soir. Si vous souhaitez vous exprimer sur une question pour laquelle je n'ai pas recueilli votre réponse en particulier, veuillez saisir vos commentaires dans cet espace. À la fin du projet, nous examinerons tous les commentaires qui auront été inscrits dans la zone de clavardage.

Veuillez éteindre vos cellulaires.

Faisons un tour de table pour que chacun de vous se présente. Veuillez donner votre prénom et vous décrire brièvement – le type d'emploi que vous occupez ou ce à quoi vous consacrez votre temps, la composition de votre ménage, etc.

2. Aperçu d'une économie à faibles émissions de carbone et de son impact perçu (10 minutes)

Nous menons ce projet de recherche pour le compte de Ressources naturelles Canada, un ministère du gouvernement canadien, et explorerons des enjeux touchant la production et la consommation d'énergie au pays. Vous avez peut-être entendu parler d'une « économie à faibles émissions de carbone ». Qu'est-ce que cela signifie pour vous? Dans la fenêtre de clavardage, veuillez répondre en quelques mots à la question suivante : « Qu'est-ce qu'une économie à faibles émissions de carbone? » Nous discuterons ensuite de ce que vous avez inscrit.

INVITER LES PARTICIPANTS À PRÉCISER LEUR RÉPONSE – EXPLORER : Quelle est votre réaction à l'idée que le Canada passe à une économie à faibles émissions de carbone? Quels en sont les avantages et les inconvénients? Vous savez peut-être que le Canada a comme objectif climatique d'en arriver à « zéro émission nette » d'ici 2050. Avez-vous déjà entendu cette expression : « zéro émission nette »? Comment expliqueriez-vous cet objectif dans

vos propres mots? Dans la fenêtre de clavardage, veuillez saisir vos réponses à la question suivante : « Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada d'en arriver à "zéro émission nette" d'ici 2050? ».

À votre avis, dans quelle mesure l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 est-il une priorité importante pour le Canada à l'heure actuelle? Quels en sont les avantages et les inconvénients?

3. Répercussions individuelles et communautaires (30 minutes)

Quel effet le passage à une économie à faibles émissions de carbone aurait-il sur...? [EXPLORER CHAQUE ÉLÉMENT]

- Les personnes comme vous ou les ménages comme le vôtre
- Le secteur d'activité dans lequel vous travaillez
- L'économie, dans l'ensemble

Voici quatre domaines où les gens pourraient contribuer au passage à une économie à faibles émissions de carbone.

[AFFICHER LES QUATRE DOMAINES SUR L'ÉCRAN PARTAGÉ]

Qu'avez-vous fait à ce jour dans chacun de ces domaines?

- Réduire votre consommation énergétique ou utiliser moins d'énergie
- Améliorer l'isolation ou les systèmes de chauffage et de climatisation
- Remplacer les fenêtres et les portes
- Choisir des véhicules plus écoénergétiques ou utiliser le transport en commun

Quels sont les principaux obstacles qui vous empêchent personnellement d'en faire plus pour réduire votre empreinte carbone et ainsi contribuer au passage à une économie à faibles émissions de carbone?

Nous avons parlé du passage à une économie à faibles émissions de carbone sur le plan individuel. Examinons maintenant cette notion sur le plan communautaire. Chaque personne du groupe d'aujourd'hui habite dans la ville d'/de [VILLE]. À quoi ressemblerait le passage à une économie à faibles émissions de carbone dans la ville d'/de [VILLE]? Quels changements devraient survenir dans cette région?

EXPLORER: Transport (véhicules personnels, transport en commun, transport de biens), immeubles (efficacité énergétique des maisons ou des bâtiments), infrastructures électriques (approvisionnement énergétique des communautés ou alimentation des maisons ou des entreprises en électricité)

EXPLORER UNIQUEMENT AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS DE RESSOURCES NATURELLES :

Secteur local de l'énergie

S'agirait-il uniquement de changements positifs pour la ville d'/de [VILLE], ou est-ce que des inconvénients ou des aspects négatifs potentiels y seraient associés?

Cette transition coûtera de l'argent. Le coût de faire passer la ville d'/de [VILLE] à une économie à faibles émissions de carbone vaudrait-il la peine ou dépasserait-il les bienfaits qu'il procurerait?

4. Répercussions sur les industries (30 minutes)

Voici une liste des industries de ressources naturelles du Canada. Nous allons en discuter et voir où s'inscrirait chacune d'elles dans une économie à faibles émissions de carbone.

PARTAGER LA LISTE DES INDUSTRIES À L'ÉCRAN : Hydroélectricité, pétrole, gaz naturel, exploitation minière, industrie forestière, énergie nucléaire. VARIER L'ORDRE DES INDUSTRIES D'UNE SÉANCE À L'AUTRE.

Hydroélectricité

Qu'en est-il de l'**hydroélectricité**? L'hydroélectricité peut-elle contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre? Est-ce une source d'énergie économique? Quels en sont les autres avantages et inconvénients? Pétrole (sables bitumineux et pétrole marin)

Qu'en est-il du **pétrole**? Est-ce possible de continuer à développer les exploitations des ressources pétrolières du Canada et avoir une économie à faibles émissions de carbone/atteindre notre cible de zéro émission nette?

Comment?

Quels sont les avantages et inconvénients de l'industrie pétrolière au Canada?

Gaz naturel

Qu'en est-il du **gaz naturel**? Le développement du gaz naturel canadien peut-il contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre? Quels sont les avantages et inconvénients du développement de l'industrie du gaz naturel au Canada?

Captage et stockage du carbone

Avez-vous déjà entendu parler du captage et du stockage du carbone?

En fait, le captage et le stockage du carbone sont un processus où le dioxyde de carbone émis par les activités industrielles comme le traitement du carburant est capté et compressé avant d'être acheminé vers un site de stockage souterrain. D'après vous, le processus de captage et de stockage du carbone est-il un moyen efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada?

Est-ce important pour le Canada d'investir dans le captage et le stockage du carbone?

Exploitation minière

Parlons maintenant de l'**industrie minière**. Comme vous le savez peut-être, un grand nombre de sources d'énergie renouvelables reposent sur des minéraux critiques comme le platine, le nickel, le cobalt et les éléments des terres rares. Êtes-vous pour l'exploitation des minéraux critiques au Canada? Pourquoi ou pourquoi pas? En quoi l'exploitation de minerai est-elle différente de l'exploitation de minéral énergétique?

Seriez-vous plus susceptible de soutenir des activités minières qui contribuent à réduire les émissions, par exemple en favorisant l'électrification et l'efficacité des processus ou en effectuant l'extraction de minerai à partir de résidus miniers?

Carburants de remplacement

Avez-vous déjà entendu parler de l'utilisation d'autres types de carburants propres ou alternatifs, par exemple le biodiésel, l'éthanol ou l'hydrogène, comme moyens de rendre les transports et les industries plus écologiques? Qu'avez-vous entendu dire au sujet de ces carburants de remplacement?

Industrie forestière

Avez-vous déjà entendu parler de la bioénergie ou de la biomasse forestière? Qu'avez-vous entendu dire à ce sujet?

PARTAGER LA DESCRIPTION À L'ÉCRAN: La biomasse forestière comprend toutes les parties de l'arbre, pas seulement le tronc, mais aussi l'écorce, les branches, les aiguilles ou les feuilles, et même les racines. Cette biomasse peut être convertie en biocarburants solides, liquides ou gazeux qui peuvent ensuite être brûlés pour produire de l'énergie ou utilisés comme carburants de substitution pour les transports ou les processus industriels. La biomasse forestière est de plus en plus utilisée dans la fabrication d'une variété de bioproduits, y compris des produits chimiques, textiles et hygiéniques et d'autres produits de bois d'ingénierie.

Seriez-vous pour l'utilisation accrue de la biomasse forestière dans le chauffage résidentiel et industriel? Cela s'inscrirait-il dans une stratégie d'économie à faibles émissions de carbone? Est-ce un secteur dans lequel le Canada devrait investir?

Énergie nucléaire

Qu'en est-il de l'énergie nucléaire? L'énergie nucléaire n'émet pas de gaz à effet de serre et a représenté 15 % de la production d'énergie électrique totale au Canada en 2018. D'après vous, devrait-on accroître l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?

Avez-vous déjà entendu parler des petits réacteurs modulaires (PRM)? Les PRM sont des technologies émergentes novatrices dans le domaine de l'énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde. Les PRM proposent des mesures de sûreté accrues et une empreinte réduite et produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels.

Que pensez-vous de l'idée selon laquelle produire davantage d'énergie à partir de PRM pourrait être une façon de passer à une économie à faibles émissions de carbone? Cela pourrait-il faire partie de la solution? Y a-t-il des inconvénients à passer aux PRM?

Changements climatiques

Les changements climatiques auront-ils des répercussions sur l'une ou l'autre des sources d'énergie dont nous avons discuté? En quoi?

5. Besoins en matière de communication ou d'information (10 minutes)

Nous avons parlé des changements devant survenir chez chacun de nous, sur le plan individuel, et de façon plus générale dans nos communautés et dans nos industries clés pour passer à une économie à faibles émissions de carbone. La tâche de communiquer l'importance de ces changements aux Canadiens reviendra au gouvernement fédéral.

Si le gouvernement du Canada souhaitait vous motiver en tant qu'individu à agir pour contribuer au passage à une économie à faibles émissions de carbone, quel message devrait-il transmettre? Que devrait-on vous dire pour vous motiver? Quels mots devrait-on utiliser?

Veuillez utiliser la fonction Chat pour saisir quelques idées ou exemples de messages ou de termes qu'il est, selon vous, essentiel que le gouvernement fédéral utilise ou souligne.

DISCUTER BRIÈVEMENT DES SOUMISSIONS DE CHAQUE PARTICIPANT SI LE TEMPS LE PERMET : Pourquoi avezvous retenu ces termes? D'après vous, pourquoi permettraient-ils de vous transmettre efficacement ces messages?

6. Conclusion (5 minutes)

Nous vous avons abordé beaucoup de sujets aujourd'hui et nous sommes très reconnaissants que vous ayez consenti à nous accorder le temps et l'énergie nécessaires pour nous faire part de votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. En terminant, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif au sujet d'aujourd'hui et que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE PARTICIPATION.

Annexe D: Questionnaire du sondage quantitatif

Environics Research Group 7 décembre 2020

Ressources naturelles Canada Ressources naturelles dans une économie à faibles émissions de carbone Questionnaire définitif

Sondage en ligne mené auprès de 3 400 Canadiens de 18 ans et plus; 15 minutes en moyenne

PAGE D'ACCUEIL

Please select your preferred language for completing the survey./Veuillez choisir la langue dans laquelle vous préférez répondre au sondage.

01 - English/Anglais

02 - Français/French

Bienvenue à notre sondage. Environics Research, une société de recherche indépendante, réalise pour le compte du gouvernement du Canada ce sondage portant sur des questions d'actualité pour les Canadiens. Ce sondage prendra environ 15 minutes de votre temps.

Le sondage est effectué sur une base volontaire, et toutes vos réponses demeureront entièrement anonymes. Si vous souhaitez vérifier la légitimité de cette étude ou poser des questions d'ordre technique à propos de ce sondage, veuillez communiquer avec Sarah Roberton, d'Environics, à l'adresse sarah.roberton@environics.ca.

Merci à l'avance de votre participation.

<NOTE DE PROGRAMMATION : Sauf indication contraire, toutes les questions sont obligatoires.>

Questionnaire de recrutement

Quelle est votre année de naissance?
 LISTE DÉROULANTE – VOIR LES QUOTAS

SI MOINS DE 18 ANS, REMERCIER ET TERMINER

1B. [SI Q2=99] Pourriez-vous nous indiquer auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez? Veuillez sélectionner une seule réponse.

VOIR LES QUOTAS

01 – Moins de 18 ans REMERCIER ET TERMINER

02 - De 18 à 34 ans

03 - De 35 à 44 ans

04 – De 45 à 54 ans

05 - De 55 à 64 ans

06 – 65 ans ou plus

99 – Je préfère ne pas répondre

2. Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous?

Veuillez sélectionner une seule réponse.

LISTE DÉROULANTE - VOIR LES QUOTAS

- 01 Colombie-Britannique
- 02 Alberta
- 03 Saskatchewan
- 04 Manitoba
- 05 Ontario
- 06 Québec
- 07 Nouveau-Brunswick
- 08 Nouvelle-Écosse
- 09 Île-du-Prince-Édouard
- 10 Terre-Neuve-et-Labrador
- 11 Yukon
- 12 Territoires du Nord-Ouest
- 13 Nunavut
- 3. À quel genre vous identifiez-vous? (Votre réponse peut être différente de l'information inscrite sur votre acte de naissance ou sur d'autres documents officiels.)

Veuillez sélectionner une seule réponse. - VOIR LES QUOTAS

- 01 Genre féminin
- 02 Genre masculin
- 03 Genre divers
- 99 Je préfère ne pas répondre

Ressources naturelles

- 4. Quel est, à votre avis, le plus grand défi auquel fait face le Canada en ce qui concerne ses ressources naturelles? [QUESTION OUVERTE. INSÉRER 1 ZONE DE TEXTE DE TAILLE MOYENNE.]
 - NE PAS MONTRER LA LISTE POUR LA POST-PROGRAMMATION SEULEMENT.
 - 01 Pollution/émissions atmosphériques
 - 02 Pollution/contamination des eaux
 - 03 Protection des forêts, des lacs et de l'habitat
 - 04 Coûts énergétiques
 - 05 Fiabilité de l'approvisionnement énergétique
 - 06 Enjeux commerciaux avec les É.-U.
 - 07 Bois d'œuvre
 - 08 Approbation/besoin de construction de pipelines
 - 09 Pipelines/déversements de pétrole/impact environnemental
 - 10 Assurance que nos ressources seront suffisantes pour les générations futures
 - 11 Emplois plus nombreux dans le secteur des ressources naturelles
 - 12 Commercialisation de produits provenant de nos ressources naturelles
 - 11 Faible coût du pétrole
 - 12 Changements climatiques
 - 13 Fracturation hydraulique
 - 14 Questions forestières
 - 15 Questions minières

5. Veuillez penser aux ressources naturelles du Canada; comment évalueriez-vous la performance du **gouvernement du Canada** en ce qui a trait à chacun des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que le gouvernement offre une très mauvaise performance et 10, qu'il offre une excellente performance.

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. S'assurer que les ressources naturelles sont exploitées d'une façon qui respecte l'environnement
- b. Promouvoir la croissance économique des industries liées aux ressources naturelles
- c. Trouver un équilibre entre les considérations environnementales et les considérations économiques
- d. Investir dans les énergies et les technologies propres
- e. Mettre en œuvre un plan permettant au Canada d'en arriver à zéro émission nette

Très Excellente Incertain(e) mauvaise performance 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 99

Énergie

6. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord pour dire que chacune de ces sources d'énergie est écologique?

GRILLE - RÉPARTIR AU HASARD

- a. Barrages hydroélectriques
- b. Énergie nucléaire
- c. Énergie éolienne
- d. Sables bitumineux
- e. Pétrole et gaz en mer
- f. Gaz naturel
- g. Énergie solaire
- h. Biodiesel
- i. Combustible à base d'hydrogène
- 01 Fortement en accord
- 02 Plutôt en accord
- 03 Plutôt en désaccord
- 04 Fortement en désaccord
- 99 Incertain(e)
- 7. Veuillez penser aux diverses questions énergétiques au Canada à l'heure actuelle; dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par chacun des éléments ci-dessous?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. Le prix que vous payez pour l'énergie [2018/2019]
- b. L'impact de l'industrie énergétique sur l'environnement [2018/2019]
- c. L'avenir du marché du travail dans l'industrie énergétique

- 01 Très préoccupé(e)
- 02 Plutôt préoccupé(e)
- 03 Pas très préoccupé(e)
- 04 Pas du tout préoccupé(e)
- 99 Incertain(e)
- 8. En général, dans quelle mesure chacun des sujets suivants vous est-il familier?

GRILLE - RÉPARTIR AU HASARD

- a. L'Accord de Paris sur les changements climatiques
- b. L'économie à faibles émissions de carbone
- c. L'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre
- 01 Très familier
- 02 Plutôt familier
- 02 Pas très familier
- 03 Pas du tout familier
- 04 Incertain(e)

Pétrole et gaz naturel

9. Une économie à faibles émissions de carbone est une économie basée sur des sources d'énergie qui émettent moins de gaz à effet de serre, en particulier moins de dioxyde de carbone, dans l'atmosphère. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

RÉPARTIR AU HASARD - CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. Les communautés qui dépendent actuellement d'industries qui produisent beaucoup de carbone peuvent tout de même prospérer dans une économie à faibles émissions de carbone
- b. La transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone fournira aux Canadiens des emplois de bonne qualité
- c. Les communautés autochtones bénéficieront de la transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone
- d. Il est possible de développer l'industrie des sables bitumineux au Canada tout en maintenant l'engagement du pays à réduire ses émissions de gaz à effet de serre
- 01 Fortement en accord
- 02 Plutôt en accord
- 03 Plutôt en désaccord
- 04 Fortement en désaccord
- 99 Incertain(e)
- 10. À votre avis, dans quelle mesure le fait d'appuyer chacune des initiatives suivantes constitue-t-il une priorité pour le gouvernement du Canada?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. Mener des consultations sérieuses auprès des communautés autochtones sur les projets d'exploitation des ressources naturelles qui les concernent
- b. Financer des programmes d'éducation et de développement des compétences afin de former des travailleurs pouvant profiter des occasions d'emplois offertes par une économie à faibles émissions de carbone

- c. Aider les communautés dépendantes d'industries qui produisent beaucoup de carbone à développer une économie plus diversifiée
- 01 Priorité absolue
- 02 Priorité importante, mais pas absolue
- 03 Pas une priorité
- 99 Incertain(e)
- 11. Le projet d'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain comprend la construction d'un second pipeline allant de l'Alberta à la Colombie-Britannique, ce qui accroîtrait la capacité du Canada d'acheminer du pétrole provenant des sables bitumineux vers les marchés. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. L'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain créera des débouchés économiques et des emplois de bonne qualité pour les Canadiens
- b. Les revenus tirés de l'expansion du réseau de pipelines Trans Mountain aideront à financer la transition du Canada vers des énergies propres
- 01 Fortement en accord
- 02 Plutôt en accord
- 03 Plutôt en désaccord
- 04 Fortement en désaccord
- 99 Incertain(e)

Minéraux et métaux critiques

12. Un grand nombre de sources d'énergie renouvelable requièrent des minéraux ou des métaux critiques comme le platine, le nickel, le cobalt et les éléments des terres rares. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL

- a. Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels à l'économie canadienne
- b. L'industrie des minéraux fournit aux Canadiens des emplois de bonne qualité
- c. L'industrie des minéraux est un employeur important dans les communautés autochtones
- d. Les minéraux et les métaux critiques sont essentiels au développement de technologies d'énergie propre
- e. Le Canada a recours à des technologies et initiatives propres pour réduire l'impact environnemental de l'exploitation minière
 - 01 Fortement en accord
 - 02 Plutôt en accord
 - 03 Plutôt en désaccord
 - 04 Fortement en désaccord
 - 99 Incertain(e)

Forêts

13. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL

a. Les forêts constituent une grande richesse pour le Canada, apportant un vaste éventail de bienfaits économiques, sociaux et environnementaux

- b. Le Canada a mis en place un système solide de réglementation, de surveillance et de contrôle des forêts qui assure leur gestion durable dans tout le pays
- c. Le Canada met en œuvre des pratiques scientifiques de gestion durable des forêts afin de conserver et de protéger ces dernières
- d. Des informations appropriées sur la façon de choisir ses arbres et d'en prendre soin sont offertes aux Canadiens
- e. Une certification indépendante des forêts du Canada par une tierce partie est importante pour garantir qu'elles sont gérées de façon durable
 - 01 Fortement en accord
 - 02 Plutôt en accord
 - 03 Plutôt en désaccord
 - 04 Fortement en désaccord
 - 99 Incertain(e)
- 14. À votre avis, dans quelle mesure le fait d'appuyer chacune des initiatives suivantes constitue-t-il une priorité pour le gouvernement du Canada?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL (MONTRER UN À LA FOIS)

- a. Aider les villes à accroître leurs forêts urbaines et à les diversifier pour favoriser leur santé
- b. Protéger les arbres des infestations d'insectes
- c. Reconstruire les forêts touchées par les feux incontrôlés, les espèces envahissantes ou les récoltes
- d. Reconstruire les forêts en privilégiant une variété d'espacements et d'espèces afin de rétablir l'état naturel de la terre
- e. S'assurer que les municipalités ont accès à des arbres de sources canadiennes génétiquement diversifiés et résistants au climat par l'entremise d'initiatives de recherche et de financement visant à améliorer la survie des forêts urbaines
- 01 Priorité absolue
- 02 Priorité importante, mais pas absolue
- 03 Pas une priorité
- 99 Incertain(e)
- 15. La biomasse forestière désigne toutes les parties de l'arbre, soit le tronc, l'écorce, les branches, les aiguilles, les feuilles et même les racines. La biomasse forestière est de plus en plus utilisée dans la fabrication d'une variété de bioproduits comme des produits chimiques, textiles et hygiéniques, ainsi que d'autres produits de bois d'ingénierie. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec ces énoncés sur ces types de produits forestiers?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL

- a. Les produits forestiers ont un impact environnemental inférieur à celui de produits comparables fabriqués avec des matériaux à base de combustibles fossiles
- b. Il vaut la peine de payer plus pour des produits forestiers plutôt que pour des produits équivalents à base de combustibles fossiles
- c. Les produits forestiers peuvent être recyclés en de nouveaux produits et matériaux à la fin de leur vie
- d. Il est préférable d'utiliser des produits forestiers à usage unique plutôt que des plastiques à usage unique
- 01 Fortement en accord
- 02 Plutôt en accord
- 03 Plutôt en désaccord
- 04 Fortement en désaccord
- 99 Incertain(e)

Nucléaire

16. Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des technologies en pleine émergence dans le domaine de l'énergie nucléaire au Canada et partout dans le monde. Les PRM, qui allient mesures de sécurité accrues et empreinte réduite, produisent moins de déchets que les réacteurs nucléaires traditionnels.

Dans quelle mesure chacun des éléments suivants a-t-il pour effet d'accroître ou de diminuer votre appui aux petits réacteurs nucléaires au Canada?

RÉPARTIR AU HASARD - CARROUSEL

- a. Des caractéristiques de sécurité qui permettent à la machine de s'éteindre sans danger, même lorsqu'elle n'est pas activement contrôlée
- b. L'existence d'installations permanentes pour l'entreposage des déchets nucléaires
- c. Le fait de savoir qu'il s'agit d'une source d'énergie propre qui ne produit pas de gaz à effet de serre
- d. Leur utilisation dans des endroits où de plus grands réacteurs nucléaires ne sont pas envisageables, par exemple dans des communautés éloignées ou dans des zones où la demande énergétique est plus faible
- e. Une conception modulaire portable et évolutive qui permet de contrôler les coûts et de raccourcir les échéanciers de construction
- f. L'utilisation de combustible recyclé de réacteurs nucléaires existants plutôt que d'uranium traditionnel, ce qui permet de réduire le volume final de déchets générés
- 01 Accroît beaucoup
- 02 Accroît un peu
- 03 Ne fait aucune différence
- 04 Diminue un peu
- 05 Diminue beaucoup
- 99 Incertain(e)
- 16B. Les petits réacteurs modulaires sont des réacteurs nucléaires conçus pour être plus petits, mais plus nombreux que les réacteurs du parc énergétique nucléaire actuel. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ – CHAQUE OPTIONS N'ÉTANT PRÉSENTÉE QU'À LA MOITIÉ DE L'ÉCHANTILLON (SÉLECTION ALÉATOIRE)

- a. Des réacteurs nucléaires plus petits sont synonymes de réacteurs nucléaires plus sécuritaires
- b. Des réacteurs nucléaires plus simples sont synonymes de réacteurs nucléaires plus sécuritaires
- 01 Fortement en accord
- 02 Plutôt en accord
- 03 Plutôt en désaccord
- 04 Fortement en désaccord
- 99 Incertain(e)

Efficacité énergétique

17. À votre avis, quel sera l'impact de la transition de chacun de ces éléments vers l'électricité ou des combustibles à faible teneur en carbone dans la réduction des effets des changements climatiques?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL

- a. Les véhicules industriels et commerciaux
- b. Les véhicules personnels
- c. Les processus de chauffage industriels ou commerciaux
- d. Les processus de chauffage domestiques
- e. Les réseaux électriques
- 01 Impact important
- 02 Impact modéré
- 03 Impact limité
- 04 Aucun impact
- 99 Incertain(e)
- 18. À votre avis, quel sera l'impact de **l'augmentation de l'efficacité énergétique** de chacun de ces éléments sur les changements climatiques?

RÉPARTIR AU HASARD – CARROUSEL

- a. Les bâtiments industriels et commerciaux
- b. Les appartements et immeubles en copropriété multifamiliaux
- c. Les habitations unifamiliales
- 01 Impact important
- 02 Impact modéré
- 03 Impact limité
- 04 Aucun impact
- 99 Incertain(e)
- 19. Possédez-vous un véhicule dont vous assurez l'entretien?
 - 01 Oui
 - 02 Non [PASSER À Q14]
- 20. [SI Q12=OUI] Veuillez penser aux moments où vous choisissez un modèle de pneus de remplacement pour votre véhicule et classer en ordre les critères suivants à l'aide d'une échelle de 1 à 6, où 1 désigne le critère qui influence le plus votre décision et 6, celui qui l'influence le moins.

RÉPARTIR ALÉATOIREMENT

- 01 Rendement du carburant
- 02 Performance en matière de sécurité (adhérence sur les chaussées mouillées pour les pneus quatre saisons, ou adhérence sur la neige pour les pneus d'hiver)
- 03 Usure de la bande de roulement (rapidité d'usure d'un pneu)
- 04 Performance relative au bruit de la route (mesure dans laquelle un pneu occasionne un bruit de roulement externe)
- 05 Prix
- 06 Cote de température (résistance à la chaleur)

Changements climatiques

- 21. Dans quelle mesure chacun des arguments suivants pour une transition vers une économie à faibles émissions de carbone et le développement de plus de sources d'énergie renouvelable au Canada est-il solide ou faible?
 - a. Pour créer des emplois et favoriser les carrières dans les secteurs à faibles émissions de carbone
 - b. Pour les avantages économiques qu'apporte le fait d'être un chef de file dans ces secteurs émergents
 - c. Pour améliorer la santé des Canadiens en favorisant l'assainissement de l'air
 - d. Pour laisser un environnement sain à la prochaine génération
 - e. Pour éviter les conséquences des changements climatiques (p. ex., les catastrophes naturelles)

- . Pour améliorer la réputation internationale du Canada
- g. Pour remplir les obligations internationales du Canada
- h. Pour faire en sorte que le Canada soit plus autosuffisant en énergie et n'ait pas à se fier à d'autres pays
- 01 Très solide
- 01 Plutôt solide
- 03 Plutôt faible
- 04 Très faible
- 99 Incertain(e)
- 22. Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par la possibilité que chacun de ces effets des changements climatiques soit ressenti dans votre communauté au cours des 30 prochaines années?

GRILLE - RÉPARTIR AU HASARD

- a. Plus de phénomènes météorologiques extrêmes/imprévisibles
- b. Plus grande pollution de l'air/moins bonne qualité de l'air
- c. Plus d'inondations/d'inondations graves
- d. Plus de feux de forêt
- e. Plus de dommages aux propriétés ou de pertes de propriétés
 - 01 Très préoccupé(e)
 - 02 Plutôt préoccupé(e)
 - 03 Pas très préoccupé(e)
 - 04 Pas du tout préoccupé(e)
 - 99 Incertain(e)

Données démographiques

Les questions suivantes portent sur votre ménage et vous-même, et vous sont posées à des fins statistiques uniquement. Sachez que toutes vos réponses demeureront entièrement confidentielles.

23. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez terminé?

Veuillez sélectionner une seule réponse.

- 01 Jusqu'aux études secondaires
- 02 Études secondaires en partie
- 03 Diplôme d'études secondaires ou équivalent
- 04 Apprentissage enregistré ou autre certificat ou diplôme d'une école de métiers
- 05 Collège, cégep ou autre certificat ou diplôme non universitaire
- 06 Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- 07 Baccalauréat
- 08 Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat
- 99 Je préfère ne pas répondre
- 24. Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle?

Veuillez sélectionner une seule réponse.

- 01 Travailleur(se) à temps plein
- 02 Travailleur(se) à temps partiel
- 03 Sans emploi ou en recherche d'emploi
- 04 Travailleur(se) autonome
- 05 Personne au foyer à temps plein

- 06 Étudiant(e)
- 07 Retraité(e)
- 99 Je préfère ne pas répondre
- 25. De quelle taille est la communauté où vous habitez?
 - 01 Communauté rurale ou de petite taille (comptant moins de 30 000 habitants)
 - 02 Communauté ou ville de taille moyenne (comptant plus de 30 000 habitants, mais moins de 500 000)
 - 03 Grand centre urbain (comptant plus de 500 000 habitants)
- 26. Parmi les catégories suivantes, laquelle décrit le mieux le revenu total de votre ménage? Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts.

Veuillez sélectionner une seule réponse.

- 01 Moins de 20 000 \$
- 02 De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$
- 03 De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$
- 04 De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$
- 05 De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$
- 06 De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$
- 07 150 000 \$ et plus
- 99 Je préfère ne pas répondre

Voilà qui termine le sondage. Au nom de Ressources naturelles Canada, nous vous remercions de nous avoir fait part de votre opinion. Les résultats de ce sondage seront disponibles sur le site Web de Bibliothèque et Archives Canada au cours des prochains mois.